

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7001
10 décembre 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'OPERATION DES NATIONS UNIES A CHYPRE (Période du 11 juin au 8 décembre 1965)

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	3
I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGEE DU MAINTIEN DE LA PAIX	4
A. Composition et déploiement	4
B. Rôle et principes directeurs	7
C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés	8
D. Liberté de déplacement de la Force des Nations Unies	9
II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC	11
A. Situation militaire	11
i) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies	11
a) Forces armées du gouvernement	11
b) Eléments combattants chypriotes turcs	12
c) Contingents nationaux grec et turc	13
ii) Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats	14
iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension	16
B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises par la Force des Nations Unies	18
i) Défenses côtières de la Garde nationale	18
ii) Situation à Famagouste	19
iii) La route de Kyrenia	20
iv) Incidents à Limnitis	21
v) Incidents causés par le problème des réfugiés	23
vi) Incident de Kato Polemidhia	25
vii) Les incidents de Pileri	26
viii) Observation du cessez-le-feu	27

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public	29
i) Activités de la police civile de la Force	29
ii) Enquêtes sur des crimes et des conflits intercommunautaires	30
III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE	32
A. Evaluation générale	32
B. Liberté de mouvement de la population	33
C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale .	37
i) Introduction	37
ii) Restrictions économiques	38
iii) Circulation des approvisionnements	40
iv) Agriculture	40
v) Marché local et marché d'exportation	42
vi) Industrie	43
D. Mesures d'aide aux réfugiés et aux autres personnes en détresse	45
i) Secours du Croissant-Rouge	45
ii) Secours et approvisionnements commerciaux à Kokkina	48
iii) Problème de la réinstallation des réfugiés chypriotes turcs	49
E. Normalisation des services publics	51
i) Services postaux	51
ii) Versement des prestations des assurances sociales	51
iii) Eau, gaz, électricité, etc.	52
iv) Problèmes relatifs aux recettes publiques	53
v) Cadastre	55
F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice	57
IV. ASPECTS FINANCIERS	59
V. L'EFFORT DE MEDIATION	61
VI. OBSERVATIONS	62
CARTE - Déploiement de la Force des Nations Unies en décembre 1965	

INTRODUCTION

1. Le présent rapport sur l'Organisation des Nations Unies à Chypre expose les faits nouveaux survenus entre le 11 juin et le 8 décembre 1965, et met à jour le compte rendu de l'activité menée par l'Organisation des Nations Unies dans l'île conformément au mandat que le Conseil de sécurité a défini par sa résolution du 4 mars 1964.

2. Au cours de la période considérée, la situation militaire est en général demeurée calme et le cessez-le-feu a été respecté dans l'ensemble jusqu'à la fin du mois d'octobre. La reprise des combats à Famagouste, le 2 novembre 1965, sur laquelle j'ai appelé l'attention du Conseil de sécurité dans mon rapport du 5 novembre (S/6881 et Add.1 et 2), a montré que la situation continue d'être dangereuse car, comme je l'ai antérieurement signalé, il ne s'agit guère plus que d'une trêve fragile où des éléments armés hostiles se trouvent face à face en plusieurs points de l'île.

I. FORCE DES NATIONS UNIES CHARGÉE DU MAINTIEN DE LA PAIX

A. Composition et déploiement

3. L'effectif de la Force des Nations Unies à Chypre, qui, au début de la période considérée, comptait 6 171 militaires et 175 membres de la police civile, se répartissait comme suit au 1er décembre 1965 :

<u>Militaires</u>		<u>Total</u>
Autriche	- Hôpital de campagne	53
Canada	- QG de la Force 44 Bataillon et escadron de reconnaissance 846 Contingent du QG et groupe administratif <u>104</u> 994	994
Danemark	- QG de la Force 33 Bataillon <u>983</u> 1 016	1 016
Finlande	- QG de la Force 8 Bataillon <u>979</u> 987	987
Inde	- QG de la Force	2
Irlande	- QG de la Force 23 Bataillon <u>501</u> 524	524
Royaume-Uni	- QG de la Force 156 Bataillon et escadron de reconnaissance 673 Groupe d'appui aérien (avions légers et hélicoptères) 64 Groupes d'appui logistique de la Force <u>170</u> 1 063	1 063
Suède	- QG de la Force 20 Bataillon <u>933</u> 953	953
<u>Total :</u>		5 591

<u>Police civile</u>		<u>Total</u>
Australie	40	
Autriche	34	
Danemark	41	
Nouvelle-Zélande	20	
Suède	40	
<u>Total :</u>	<u>175</u>	175
EFFECTIF TOTAL DE LA FORCE		<u>5 766</u>

4. Les changements survenus au cours de la période considérée sont les suivants :

a) Autriche : Des membres du personnel de l'hôpital de campagne autrichien ont été relevés le 26 septembre 1965. Le transport aérien a été assuré par la BEA/Cyprus Airways.

b) Canada :

i) Le QG de la brigade canadienne, qui constituait le QG de la zone de Nicosie, a été retiré le 1er septembre 1965.

ii) Le 2ème bataillon des Canadian Guards (effectif : 731 hommes) a relevé le 1er bataillon des Queen's Own Rifles (effectif : 728 hommes), et l'escadron de reconnaissance B des Royal Canadian Dragoons (effectif : 95 hommes) a relevé l'escadron de reconnaissance A du même régiment (effectif : 103 hommes) entre le 1er et le 9 octobre 1965. Le transport aérien a été assuré par l'Armée de l'air canadienne.

c) Danemark : Le 4ème contingent danois a relevé le 3ème contingent danois entre le 13 et le 20 novembre 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 674 militaires sont arrivés, et 713 sont partis. L'effectif actuel du 4ème contingent danois est de 1 016 militaires, compte tenu de ceux qui ont été maintenus dans leur affectation. Les transports ont été assurés par la compagnie Transair.

d) Finlande : Le YKSP 4 a relevé le YKSP 3 entre le 19 septembre et le 2 octobre 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 335 militaires sont arrivés et 289 sont partis. L'effectif actuel du YKSP 4 est de 987 militaires, compte tenu de ceux qui ont été maintenus dans leur affectation. Le transport aérien a été assuré par JAT et Adria Airlines.

e) Irlande : Le 5ème groupe d'infanterie (effectif : 526 hommes) a relevé le 42ème bataillon d'infanterie (effectif : 641 hommes) entre le 14 septembre et le 24 octobre 1965. Le 4ème groupe d'infanterie a été retiré entre le 20 et le 24 juillet 1965, mais n'a pas été remplacé. Le transport aérien a été assuré par JAT et Adria Airlines.

f) Royaume-Uni : Le 1er bataillon des Royal Highland Fusiliers (effectif : 529 hommes) a relevé le 1er bataillon des Grenadier Guards (effectif : 551 hommes) entre le 4 et le 8 octobre 1965. Entre le 11 juin et le 1er décembre 1965, l'escadrille No 21 de l'Army Air Corps a remplacé l'escadrille No 6; la section de transport de la Force a été relevée et des militaires de tous les autres détachements de soutien du Royaume-Uni ont été relevés.

g) Suède : Le 32ème bataillon suédois a relevé le 30ème bataillon suédois entre le 15 et le 22 octobre 1965. A l'occasion de ce mouvement de troupes, 877 militaires sont arrivés et 849 sont partis. L'effectif actuel du 32ème bataillon suédois est de 953 militaires, compte tenu de ceux qui ont été maintenus dans leur affectation. Le transport aérien a été assuré par JAT et Adria Airlines.

5. Pendant la période considérée, il a fallu redéployer certains éléments de la Force en raison a) du retrait du 4ème groupe d'infanterie et du 42ème bataillon d'infanterie irlandais, b) de l'arrivée ultérieure du 5ème groupe d'infanterie irlandais, et c) de la suppression du QG de la zone de Nicosie, qui a entraîné la formation de commandements indépendants (zone de Kyrenia, district de Nicosie-Est et district de Nicosie-Ouest).

6. Depuis le 1er novembre 1965, la Force est déployée comme suit (voir également la carte jointe au présent rapport) :

QG de la Force (international), y compris le QG de la police civile

District de Nicosie-Ouest

Contingent danois
Police civile danoise

District de Nicosie-Est

Contingent finlandais
Police civile autrichienne

Zone de Famagouste

Contingent suédois
Police civile suédoise

Zone de Limassol

Contingent britannique
Police civile néo-zélandaise
Police civile australienne (deux détachements)

District de Lefka

Contingent irlandais
Police civile australienne

District de Kyrenia

Contingent canadien
Police civile danoise (un détachement)

7. La Force reste placée sous le commandement du général K. S. Thimayya.
M. C. A. Bernardes continue d'exercer les fonctions de représentant spécial du Secrétaire général à Chypre.

B. Rôle et principes directeurs

8. Le rôle de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, tel qu'il a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution du 4 mars 1964, est le suivant :

"dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, [de] faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, [de] contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale".

Le Conseil a réaffirmé cette résolution dans ses résolutions du 13 mars, du 20 juin, du 9 août, du 25 septembre et du 18 décembre 1964, ainsi que du 19 mars, du 15 juin et du 10 août 1965^{1/}.

^{1/} Documents S/5575, S/5603, S/5778, S/5868, S/5987, S/6121, S/RES/201, S/RES/206 et S/RES/207.

9. Les principes directeurs qui régissent l'activité de la Force et qui ont été exposés dans le rapport du 10 septembre 1964 (S/5950, par. 7) demeurent en vigueur. En ce qui concerne la police civile, ses fonctions sont indiquées dans les rapports du 2 mai 1964 (S/5679, par. 4) et du 11 mars 1965 (S/6228, par. 112 et 113), ainsi que dans le présent rapport (voir plus loin, par. 91).

10. Comme par le passé, les problèmes que soulève l'exécution du mandat, et plus particulièrement les problèmes concrets que posent les relations entre le Gouvernement et la communauté chypriote turque, ont été examinés régulièrement par le Comité de liaison politique. Le Conseiller politique et le Conseiller juridique principaux de la Force et le chef d'état-major adjoint ont continué de rencontrer séparément à ce comité des chargés de liaison représentant respectivement le Gouvernement et les Chypriotes turcs. Entre le 11 juin et le 2 décembre 1965, le Comité a tenu 47 réunions, dont 23 avec le chargé de liaison politique du Gouvernement et 24 avec le chargé de liaison politique chypriote turc.

Pertes en hommes; discipline

11. Pendant la période sur laquelle porte le présent rapport, la Force n'a eu à déplorer aucune perte du fait de combats entre des membres des deux communautés. Deux soldats de la Force ont été tués, l'un accidentellement par sa propre arme et l'autre dans un accident de la circulation. Un soldat de la Force a été grièvement blessé dans un accident de la circulation et un autre a été blessé par un coup de feu d'un civil chypriote grec à la suite d'une querelle personnelle. Tous deux sont rétablis.

12. Les officiers et soldats de la Force des Nations Unies à Chypre ont continué de faire preuve d'une discipline, d'une compréhension et d'un comportement dignes de tous éloges et qui sont grandement à l'honneur aussi de leurs commandants et des pays qui fournissent des contingents à la Force.

C. Relations avec le gouvernement et avec les communautés

13. Pendant toute la période sur laquelle porte le présent rapport, la Force est demeurée en liaison étroite, à tous les échelons, avec le Gouvernement chypriote et avec les dirigeants de la communauté chypriote turque.

14. S'agissant de prévenir une reprise des combats, la Force a continué de se heurter à des difficultés dues aux mesures de caractère militaire que soit la Garde nationale, soit les Chypriotes turcs prennent de temps à autre sans la consulter ou sans tenir compte de ses conseils. Dans bien des cas, des inspections et négociations personnelles du Commandant de la Force ont incontestablement empêché que de graves incidents se produisent dans certaines zones, mais le problème essentiel reste à résoudre.

15. La liaison entre la Force et le commandement de la Garde nationale s'est améliorée, mais les relations n'en sont pas encore au point où la négociation permette d'empêcher tous incidents. Des exemples en sont donnés au chapitre II.

D. Liberté de déplacement de la Force des Nations Unies

16. Il a été signalé antérieurement que des commandants locaux de la Garde nationale avaient parfois essayé de créer de leur propre initiative des "zones d'accès contrôlé" en plus de celles qui avaient fait l'objet d'un accord entre le QG de la Force et le QG de la Garde nationale (S/6426, par. 19). Quelques incidents analogues se sont produits pendant la période sur laquelle porte le présent rapport. En juillet et en août 1965, des patrouilles de la Force ont été arrêtées à plusieurs reprises dans certains secteurs de la zone de Famagouste dont l'accès n'était pas en principe contrôlé. Depuis, à la demande de la Force des Nations Unies, les limites des zones convenues d'accès contrôlé ont été tracées sur des "cartes de référence", dont les deux quartiers généraux détiennent des exemplaires. Il en est résulté une diminution du nombre des incidents.

17. Il a été fait mention précédemment de l'activité et de l'agressivité accrues des éléments combattants chypriotes turcs qui avaient entravé dans une certaine mesure la liberté de déplacement de la Force (S/6426, par. 20). Au cours de la période considérée, les chefs d'éléments combattants locaux ont à plusieurs reprises arrêté des patrouilles de la Force, plus particulièrement dans l'enclave chypriote turque située au nord de Nicosie. En général, les chefs supérieurs des éléments combattants ont présenté des excuses par la suite et promis de rectifier la situation.

18. En septembre 1965, alors que la Force menait une enquête pour vérifier si, comme l'affirmait la police chypriote, des fortifications avaient été édifiées dans le village chypriote turc de Mari, l'accès au village lui a été refusé.

Le mukhtar du village a affirmé qu'il avait été convenu que les patrouilles de la Force ne pénétreraient pas dans Mari. Toutefois, après de longues négociations, le commandant de compagnie de la Force dans ce secteur a été autorisé à faire une inspection, qui n'a révélé l'existence d'aucune fortification nouvelle.

19. En général, lorsque la liberté de déplacement de la Force a été entravée, c'était à la suite de décisions prises par des chefs subalternes. A l'échelon supérieur du commandement, il n'y a guère de désaccord à ce sujet et les incidents qui se sont produits ont en général été suivis d'excuses présentées par les commandants de la Garde nationale ou les dirigeants chypriotes turcs compétents.

II. ACTIVITES TENDANT A PREVENIR LA REPRISE DES COMBATS ET A MAINTENIR OU RETABLIR L'ORDRE PUBLIC

A. Situation militaire

i) Forces armées à Chypre autres que la Force des Nations Unies

a) Forces armées du gouvernement

20. Des sources officielles du Gouvernement chypriote ont annoncé à la mi-juillet que les jeunes gens nés en 1947 seraient appelés sous les drapeaux en novembre, mais que ceux qui désiraient servir plus tôt dans la Garde nationale pourraient être incorporés dès le mois d'août. Le 2 août 1965, les jeunes gens de cet âge qui avaient décidé de devancer l'appel se sont présentés pour commencer leur instruction militaire. L'incorporation des autres jeunes gens, qui était prévue pour le 15 novembre 1965, a été reportée à une date ultérieure non spécifiée. Aucune raison précise n'a été donnée à l'appui de cet ajournement. Le 8 novembre 1965, il a été annoncé que le Conseil des ministres avait décidé de créer un service technique, qui devait se composer d'éléments de tous âges ayant l'instruction et l'expérience nécessaires et pouvant être appelés à servir sous les drapeaux pendant 19 mois au plus. Il n'était pas dit à quelle date ce service serait constitué.

21. D'autre part, on a annoncé officiellement que les jeunes gens nés en 1943 avaient été libérés pendant la première quinzaine de novembre. En outre, depuis juin 1965, d'autres membres de la Garde nationale ont été libérés, à savoir ceux qui avaient accompli douze mois de service et qui, pour des raisons familiales ou professionnelles, avaient été exemptés d'une partie de leur service (S/6426, par. 23).

22. Le nombre total des classes qui ont été incorporées jusqu'ici dans la Garde nationale est de sept. Bien qu'aucun chiffre précis n'ait été publié quant à l'effectif actuel de la Garde nationale, on peut estimer que les réductions indiquées ont été de l'ordre de quelques milliers d'hommes. D'autres réductions importantes de l'effectif de la Garde nationale pourraient intervenir dans un proche avenir, une fois que certaines classes auront accompli tout leur temps de service, comme le prévoit la loi modifiée sur le service militaire (S/6426, par. 22). Leur démobilisation entraînerait une réduction considérable de l'effectif régulier

de la Garde nationale pendant le premier semestre de 1966. Cependant, lorsque les hommes quittent la Garde nationale, ils vont grossir le nombre des réservistes, qui peuvent être mobilisés très rapidement. Les Chypriotes turcs se plaignent souvent de l'entrée clandestine de personnel militaire grec à Chypre. On pense qu'un nombre important de ces militaires - indépendamment des membres du contingent national grec - sont toujours incorporés dans la Garde nationale, mais la Force des Nations Unies n'a pas de nouveaux renseignements sur leur nombre exact (S/6102, par. 134).

23. L'instruction militaire s'est poursuivie à un rythme accéléré au cours des mois d'été, pendant lesquels la Garde nationale a effectué une série de grandes manoeuvres auxquelles ont participé des éléments blindés et de l'artillerie. Ces manoeuvres, qui se sont déroulées sur des zones étendues de l'île, avaient pour objectif principal de mettre à l'épreuve la défense côtière et les opérations anti-invasion. Pendant les manoeuvres, la milice (armée territoriale), diverses formations de soutien et les organismes locaux de défense civile ont également été mobilisés (S/6228, par. 32). En général, les réservistes ont été rappelés au moyen d'avis radiodiffusés.

24. La construction de nouvelles fortifications s'est poursuivie dans les zones côtières, et les positions déjà aménagées ont été réparées et entretenues (S/6426, par. 26). Il n'y a pas eu d'arrivages particulièrement importants de matériel de guerre dans l'île pendant la période considérée.

25. Selon des sources officielles, l'effectif actuel de la police chypriote régulière est de 2 000 hommes au total (S/6426, par. 28). En outre, il existe une réserve tactique de police paramilitaire d'environ 500 hommes.

b) Eléments combattants chypriotes turcs

26. Avec le temps, les diverses organisations combattantes chypriotes turques ont pris de plus en plus l'allure d'unités de métier. La plupart des combattants chypriotes turcs sont maintenant habillés d'une manière uniforme et portent des insignes de grade. L'existence d'une organisation militaire et d'une structure de commandement classiques devient apparente, en particulier dans la zone de Nicosie que contrôlent les Chypriotes turcs et dans l'enclave située au nord de la

ville. Une instruction continue, comprenant des cours de commandement opérationnel, a été organisée et cela a sans aucun doute amélioré l'efficacité combattive des combattants chypriotes turcs.

27. Le moral des combattants est considéré comme bon dans l'ensemble, encore que certaines défections aient été enregistrées. Dans l'étroite enclave de Kokkina, où les conditions de vie sont pires que dans d'autres secteurs contrôlés par les Chypriotes turcs, des cas assez nombreux de troubles nerveux ont été signalés parmi les combattants ces derniers mois.

28. Le nombre de combattants chypriotes turcs sous les armes à un moment donné varie selon la situation locale et les fluctuations du climat politique. Il n'est donc pas possible d'évaluer avec précision l'effectif total des éléments armés chypriotes turcs dans l'ensemble de l'île, mais il semblerait que le chiffre estimatif de 12 000 hommes, antérieurement établi par la Force des Nations Unies, reste valable (S/6228, par. 43).

29. Pour autant que la Force le sache, les Chypriotes turcs n'ont pas reçu de matériel militaire de l'extérieur pendant la période considérée.

c) Contingents nationaux grec et turc

30. L'effectif total et les emplacements des deux contingents nationaux ne se sont pas modifiés depuis mon rapport du 10 juin dernier (S/6426, par. 31).

31. La moitié environ du contingent national grec a été relevée les 2 et 3 juillet 1965. La relève s'est effectuée par le port de Famagouste, et la Force des Nations Unies en a été informée par avance.

32. Au milieu du mois d'août 1965, le chargé d'affaires de Turquie à Nicosie a fait savoir au Gouvernement chypriote que la Turquie se proposait de relever une partie de son contingent vers le milieu de septembre. La Force des Nations Unies en a également été informée et a été priée, comme auparavant, d'user de ses bons offices ainsi que de prêter son assistance et des moyens matériels pour faciliter l'opération. Le Gouvernement chypriote, tout en maintenant sa position juridique à l'égard du Traité d'alliance, ne s'est pas opposé à la relève, mais a soulevé des objections quant à certains articles qui figuraient sur la liste des fournitures et des munitions que les troupes de relève devaient apporter avec elles. Le problème a été résolu comme suite à des négociations au cours desquelles la

Force des Nations Unies a usé de ses bons offices. La relève a eu lieu, sans incident, le 14 septembre. Les formations relevées et les troupes de relève étaient d'effectif égal, à savoir 44 officiers et 286 sous-officiers et soldats. La Force des Nations Unies a assumé la garde de deux moteurs de jeep destinés à actionner des réfrigérateurs de campagne, en attendant qu'une décision ait été prise à leur sujet. La question a été définitivement tranchée le 15 novembre 1965, date à laquelle les articles en litige ont été remis au contingent national turc.

ii) Evaluation générale de la situation du point de vue des possibilités de prévenir une reprise des combats

33. Chronologiquement, on peut distinguer deux périodes dans l'évolution de la situation générale, la première précédant le déclenchement de la lutte ouverte à Famagouste, dans la nuit du 2 au 3 novembre (S/6881 et Add.1 et 2), et la seconde y faisant suite.

34. Pendant la première période, si l'on ne tient pas compte des combats qui ont eu lieu dans la nuit du 13 au 14 octobre à Limnitis (voir plus loin paragraphes 62 à 68), le calme a régné dans l'île et n'a été troublé que par des incidents relativement peu importants. Les événements de Limnitis n'ont pas eux-mêmes accru de façon durable la tension.

35. La situation générale ne s'est pas véritablement modifiée au cours de la première période. Toute tentative faite par l'un des camps pour modifier ou améliorer ses positions a donné lieu, de la part de l'autre camp, à une plainte immédiate qui, si elle émanait du gouvernement, était parfois appuyée par un mouvement de troupes vers la zone intéressée. Un cas de ce genre s'est présenté à Polis, où la tentative que les Chypriotes turcs avaient faite au début d'août pour occuper une maison au-delà de leurs positions a entraîné, à titre de riposte, la mobilisation des réserves locales et l'arrivée de véhicules blindés envoyés de Nicosie. Heureusement, les négociations engagées par la Force des Nations Unies ont abouti, et les combats ont été évités (voir plus loin paragraphe 72).

36. Au cours de cette même période, la Garde nationale s'est vigoureusement employée à effectuer des patrouilles pour appuyer l'intention affirmée du gouvernement de ne pas abandonner son droit d'exercer son autorité en tout point de l'île. La tension s'est par suite temporairement accrue lorsque les missions de patrouille ont amené la Garde nationale dans des endroits où se trouvaient des combattants chypriotes turcs, comme à Ayios Theodoros et à Kophinou. Les mesures prises en dehors des principales enclaves chypriotes turques pour empêcher la détention illicite d'armes a également causé certaines difficultés, comme à Kato Polemidhia, où une opération de récupération d'armes engagée, le 25 septembre, par la police et la Garde nationale a beaucoup mécontenté les Chypriotes turcs (voir plus loin, paragraphes 74 à 78).

37. Les forces gouvernementales ont également aménagé de nouvelles positions de défense côtière autour de l'île, certaines de ces positions se trouvant dans des zones où les deux camps sont face à face. Dans certains cas, ces travaux ont créé une tension, comme à Mandria, où les négociations menées par la Force des Nations Unies ainsi que la volonté de parvenir à un compromis qui existait heureusement de part et d'autre ont cependant permis d'arriver à une solution pacifique (voir plus loin, paragraphe 53).

38. A Famagouste, cependant, la décision du gouvernement de construire des ouvrages de défense sur la plage entre le village chypriote turc de Karaolos et la mer, malgré l'avis contraire du Commandant de la Force, a eu une influence sur les événements qui ont abouti à la lutte ouverte de novembre. Ailleurs, le désir d'accepter les négociations de la Force et, dans la plupart des cas, d'attendre patiemment l'issue des pourparlers, a permis à la Force des Nations Unies d'obtenir un règlement provisoire de la plupart des problèmes et d'éviter ainsi les combats.

39. Au cours de la seconde période, après le déclenchement de la fusillade à Famagouste, la tension s'est fortement accrue dans toute l'île. Au moment où les désordres éclataient à Famagouste, le fait que les Chypriotes turcs avaient aménagé, près de Pileri, des positions très au-delà des lignes qu'ils tenaient précédemment, a abouti à des coups de feu et a amené la Garde nationale à menacer de recourir à une nouvelle action armée si les négociations de la Force des Nations Unies en vue du retrait des Chypriotes turcs n'aboutissaient pas (voir plus loin, paragraphes 79 à 85). Cependant, le reste de l'île revient progressivement au calme apparent qu'il connaissait précédemment.

iii) Faits nouveaux concernant les efforts entrepris pour réduire les zones de tension

40. La Force des Nations Unies a continué de s'employer à persuader le Gouvernement et la communauté chypriote turque de prendre des mesures pour supprimer les lignes de front le long desquelles les deux camps se trouvent en armes face à face, mais les progrès enregistrés à cet égard ont été faibles.

41. On s'est efforcé, à titre de première mesure, d'obtenir la suppression de tous les postes armés le long de la "ligne verte" à Nicosie et d'établir ainsi une zone neutre où la seule présence militaire serait celle de la Force des Nations Unies. Au début, on se proposait de limiter l'exécution de ce plan à la zone située à l'intérieur de la ville fortifiée, où, sur une grande partie de la ligne, les positions des deux camps se touchent presque.

42. Des entretiens ont eu lieu avec le gouvernement et des lettres ont été échangées à ce sujet. Cependant, malgré la coopération dont le gouvernement faisait preuve, les propositions de la Force concernant la police de la zone neutre se sont heurtées à des objections et, par suite, l'arrangement proposé n'a pu être accepté.

/...

43. En septembre 1965, des négociations ont eu lieu à Famagouste, à l'échelon local, en vue d'obtenir un accord sur un plan de démilitarisation du district de Famagouste présenté par la Force des Nations Unies. Pour la première fois depuis des mois, l'administrateur de district du gouvernement a rencontré le dirigeant chypriote turc local et les discussions se sont déroulées dans une atmosphère amicale. A la fin de septembre, cependant, la Garde nationale a entrepris la construction de positions de défense côtière, travaux qui ont eu une influence sur le déclenchement des combats ultérieurs du début de novembre (voir S/6881) et les négociations ont été rompues.

44. Depuis, des discussions ont eu lieu à l'échelon gouvernemental en vue de porter remède à la situation très délicate qui régnait à Famagouste (voir plus loin, paragraphes 55 et 56).

45. A Limassol, où il n'y a pas à proprement parler de "ligne verte", on n'a enregistré aucun progrès réel pour ce qui est de la réduction des postes militaires. La Garde nationale tient encore quelques positions qui dominent le quartier chypriote turc, et les Chypriotes turcs tiennent de nombreux petits postes camouflés qui ne sont pas toujours occupés. Ni l'un ni l'autre des deux camps n'a aucunement abaissé sa garde, mais il est possible que l'influence de la Force des Nations Unies dans le secteur explique qu'il n'y ait pas eu de construction de nouveaux ouvrages de défense. Aucun changement important n'est intervenu dans le district de Larnaca (S/6426, par. 50).

46. A Ktima, les efforts déployés pour persuader le gouvernement de retirer son poste de police du secteur chypriote turc de Mavroli n'ont pas abouti. L'existence de ce poste est depuis longtemps une source de friction dans la zone (voir S/6426, par. 53).

47. Dans les trois principales enclaves chypriotes turques de Nicosie, de Limnitis et de Kokkina, et aux environs, la situation demeure inchangée; il est peu probable que l'on puisse prendre de nouvelles mesures pour réduire les ouvrages fortifiés dans ces zones tant que la situation ne se sera pas radicalement améliorée dans l'ensemble de l'île. Entre-temps, notamment dans l'enclave de Nicosie, à l'ouest de la route de Kyrenia, chaque mouvement de l'un des camps est suivi avec méfiance et hostilité par l'autre camp, et la menace d'une reprise des combats ne cesse de peser.

B. Faits nouveaux survenus dans certains secteurs et mesures prises
par la Force des Nations Unies

i) Défenses côtières de la Garde nationale

48. En mai 1965, la Garde nationale a annoncé son intention de construire de nouvelles positions de défense côtière dans les secteurs de Kyrenia et de Famagouste et dans le village chypriote turc de Mandria.

49. En juillet 1965, des représentants de la Force et de la Garde nationale ont examiné les emplacements des positions envisagées, et ont ensuite fait rapport à leurs états-majors respectifs pour indiquer dans quelle mesure, à leur avis, la construction de ces positions était nécessaire et appropriée et dans quelle mesure elle pourrait être considérée comme une provocation.

50. En septembre 1965, après s'être rendu en personne sur les lieux dans les secteurs de Kyrenia et de Famagouste, le Commandant de la Force a examiné la question avec le général Grivas et a recommandé plus tard que la Garde nationale ne poursuive pas la construction de ces positions, qui seraient très proches des villages chypriotes turcs, de sorte que l'on pourrait se méprendre sur le but de leur mise en place.

51. A Famagouste, les risques d'incident grave que prévoyait la Force sont devenus une réalité lorsque, le 2 novembre 1965, des combats ont éclaté entre la Garde nationale et des combattants chypriotes turcs. Cette série d'événements a déjà été décrite en détail dans un autre rapport adressé au Conseil (S/6881).

52. Dans le secteur de Kyrenia, on n'a pas cherché à installer les deux positions dont la mise en place était prévue à l'origine, l'une non loin du village chypriote turc de Temblos et l'autre plus à l'est, près de positions occupées par des combattants chypriotes turcs.

53. A Mandria, où des habitants du village avaient manifesté une vive inquiétude devant l'intention de la Garde nationale d'aménager cinq positions de défense côtière, une seule position a été construite. Pendant les travaux de construction, l'élément local de la Force a été renforcé afin de rassurer les villageois. Aucune mesure n'a été prise pour commencer à installer la deuxième position, le Commandant de la Force l'ayant déconseillé en raison de la proximité du village. Le général Grivas avait accepté auparavant de ne pas poursuivre la mise en place des trois autres postes initialement prévus.

/...

54. La Force estime que si le gouvernement a incontestablement le droit d'aménager des positions de défense en prévision d'attaques de l'extérieur, la construction d'ouvrages de défense de ce genre à proximité immédiate de villages chypriotes turcs risque continuellement de donner lieu à de nouveaux incidents.

ii) Situation à Famagouste

55. Les incidents qui ont eu lieu à Famagouste au début de novembre ont été décrits dans un rapport antérieur (S/6881 et Add.1 et 2). Ces incidents ont dégénéré en un affrontement particulièrement serré près des remparts de la vieille ville et des agglomérations chypriotes turques de Baikal, Karaolos et Sakharia, les éléments armés en présence n'étant séparés, dans certains endroits, que par quelques mètres. La tension était montée dangereusement pendant la première partie du mois de novembre mais s'est quelque peu relâchée vers le milieu du mois comme le montrent notamment les faits suivants : les Chypriotes turcs ont recommencé à se déplacer librement pour entrer dans la ville fortifiée et en sortir; les dockers chypriotes turcs ont repris leur travail dans le port et un navire turc est entré le 13 novembre dans le port de Famagouste où il a fait escale quatre jours et a débarqué des approvisionnements du Croissant-Rouge (voir par. 151). Cependant, en dépit de la modération évidente dont ont fait preuve les deux camps, la Garde nationale et les Chypriotes turcs ont continué à aménager de nouvelles positions et fortifications.

56. Pendant tout le mois de novembre, mon représentant spécial et le Commandant de la Force des Nations Unies à Chypre ont eu un certain nombre d'entretiens en vue d'alléger la tension qui régnait dans la région. A la suite de ces entretiens et après que le Commandant eut fait une étude détaillée des positions au sol, M. Bernardes et le général Thimayya ont proposé l'adoption immédiate de certaines mesures visant à réduire la tension, à prévenir les conflits entre les deux communautés et une reprise des combats. En substance, ces mesures prévoyaient la destruction de toutes les positions fortifiées établies dans le secteur en dehors de l'enceinte de la vieille ville de Famagouste (à l'exception des positions au sol dans le port) ainsi que le démantèlement des positions chypriotes turques situées sur les remparts de la vieille ville; des arrangements ont également été pris pour que la Force assure, conformément à son mandat, la mise en oeuvre des mesures en

question. Après de nouvelles consultations avec les deux camps, qui ont notamment permis de préciser plusieurs points de détail, le gouvernement a accepté, le 6 décembre, d'appliquer les mesures que la Force lui avait proposées. L'assurance que les dirigeants chypriotes turcs acceptaient ces mêmes mesures, ayant été reçue du Vice-Président, des dispositions ont immédiatement été adoptées pour procéder aux travaux de démantèlement.

iii) La route de Kyrenia

57. Les arrangements pris au sujet de la route de Kyrenia (S/6102, Annexe I) ont continué de donner satisfaction comme on peut en juger d'après l'utilisation accrue que les Chypriotes grecs font du convoi et l'absence d'incidents graves sur la route, à part le cas d'un ressortissant étranger qui n'a pas utilisé le convoi et a essuyé des coups de feu (voir par. 107 ci-dessous). Au cours du mois d'août, le chiffre record de 3 300 véhicules et 11 000 personnes a été enregistré.

58. La plupart des incidents survenus sur la route de Kyrenia au cours de la période considérée ont été mineurs (voir par. 107 ci-dessous).

59. Etant donné le petit nombre d'incidents et la réduction de la tension sur cette route et afin de faire un usage plus restreint des troupes, la force militaire a transmis le 1er novembre 1965 le contrôle opérationnel de la route de Kyrenia à la police civile des Nations Unies. Auparavant, les responsabilités de la police civile des Nations Unies ne comportaient que le droit de procéder à des fouilles et d'enquêter sur les accidents et autres incidents survenus sur la route. La police civile des Nations Unies est maintenant chargée : a) du fonctionnement des postes de contrôle aux deux extrémités de la route pendant la journée; b) de la sécurité et de la surveillance de la circulation dans les villages de Orta Keuy et de Guenyeli; et c) de l'organisation des convois sur la route de Kyrenia.

60. Les nouvelles dispositions ont été jusqu'à présent efficaces. Le commandant de la zone de Kyrenia a toujours la responsabilité du contrôle opérationnel de la route et, la nuit, les postes de contrôle sont toujours surveillés par le personnel militaire.

61. Le 1er octobre 1965, des arrangements ont été pris en vue de permettre aux personnes qui ont une raison valable de se rendre dans la zone en bordure de l'extrémité nord de la route d'y avoir accès pendant la journée. Ces arrangements qui s'appliquent aux Chypriotes grecs non armés visent à faciliter une exploitation plus extensive des terres cultivables et à contribuer ainsi à un retour progressif à la situation normale dans la région.

iv) Incidents à Limnitis

62. La situation dans la zone neutre entourant la tête de pont de Limnitis, où les lignes opposées des localités situées sur le périmètre de défense sont séparées d'environ 500 yards, est calme depuis quelques mois, à l'exception de coups de feu isolés souvent accidentels. Toutefois, le 1er octobre 1965, la Garde nationale a avancé en direction de Loutros, au sud-est du périmètre de la tête de pont, et commencé à établir de nouvelles positions. Une tentative similaire avait été arrêtée en avril 1965 à la demande de la Force des Nations Unies, mais, cette fois, la Garde nationale a refusé de se retirer.

63. Le 10 octobre 1965, les combattants chypriotes turcs, agissant en représailles à la suite de la tentative de la Garde nationale, se sont également déplacés en avant de la ligne du cessez-le-feu dans la zone de la route côtière, ce qui a amené la Garde nationale à protester auprès de la Force des Nations Unies à Chypre.

64. Le 14 octobre, aux premières heures du jour, des éléments de la Garde nationale ont dépassé un poste d'observation de la Force des Nations Unies et ont pénétré dans la zone neutre. Les Chypriotes turcs ont réagi en envoyant également une patrouille dans la zone neutre. Le commandant local de la Garde nationale a refusé de retirer ses troupes. Entre 4 heures et 5 h 18 du matin, il s'est produit un échange de coups de feu tirés par des armes de petit calibre et des mitrailleuses déclenché par la Garde nationale, et le Commandant local de la Force des Nations Unies a évacué le poste d'observation pour éviter qu'il n'y ait des blessés. Le poste d'observation de la Force a été immédiatement occupé par des membres de la Garde nationale qui, bien qu'aucun coup de feu n'ait été tiré, ont refusé de laisser la Force le réoccuper.

65. Le même jour, le Commandant de la Force a visité les lieux de l'incident, s'est rendu le jour suivant chez le Ministre de l'intérieur et l'a informé qu'à son avis la responsabilité de l'incident incombait aux membres de la Garde nationale; ils devraient donc évacuer leurs nouvelles positions avancées avant qu'il ne soit question de prendre en considération un plan de retrait simultané des deux parties concernant les autres positions qui sont en litige.

66. Le 19 octobre, le Commandant de la Force a discuté de l'incident avec le général Grivas et, comme un certain nombre des éléments du différend semblaient exiger des précisions, ils ont convenu de mener une enquête commune sur les lieux de l'incident. Celle-ci a été menée par le Commandant de la Force et par un représentant du quartier général de la Garde nationale, accompagnés de commandants locaux de la Force des Nations Unies et de la Garde nationale; il a été reconnu à cette occasion que de nouvelles négociations étaient nécessaires pour aboutir à un retrait éventuel des deux partis.

67. La Garde nationale a soutenu que la position qu'elle avait occupée avait été antérieurement utilisée comme poste d'écoute et qu'elle n'avait donc en fait pas avancé dans cette zone. Cet argument était inacceptable pour la Force des Nations Unies qui ne peut reconnaître que les positions officielles effectivement occupées au moment de la conclusion d'un premier accord de cessez-le-feu. D'après la Force, par conséquent, la Garde nationale, en essayant d'établir une nouvelle position officielle, avait enfreint l'accord de cessez-le-feu. L'action des Chypriotes turcs constituait également une infraction à cet accord qui était venu compliquer la situation et avait sans aucun doute contribué au déclenchement des combats.

68. L'incident de Limnitis offre un bon exemple des dangers inhérents à une avance furtive des deux camps chacun à leur tour. L'un des camps ne peut finalement plus se contenir et les coups de feu partent. Ils entraînent presque toujours une riposte et ce qui n'était à l'origine qu'une "amélioration" apparemment négligeable d'une position établie se transforme bientôt en un sérieux échange de coups de feu. La situation à Limnitis est maintenant chargée de plus de risques qu'auparavant, du simple fait que les forces en conflit sont beaucoup plus près les unes des autres. Depuis lors, le feu a été ouvert plusieurs fois dans cette zone, mais on poursuit les efforts pour résoudre la situation.

v) Incidents causés par le problème des réfugiés

69. Les principaux incidents ont été causés par des tentatives de la part des Chypriotes turcs réfugiés, qui continuent de mener une vie pénible dans des locaux surpeuplés (voir par. 161), d'occuper des maisons situées dans des zones chypriotes turques et appartenant à des Chypriotes grecs, ou des maisons situées dans des zones d'affrontement comme la "ligne verte" de Nicosie. Ces tentatives ont presque invariablement suscité des protestations et une réaction de la part de la Garde nationale. Les positions ont commencé à se durcir des deux côtés et les menaces d'expulsion par la force n'ont été prévenues que grâce à la médiation de la Force.

70. Un incident de cette nature s'est produit le 31 juillet 1965, lorsqu'une famille chypriote turque s'est installée dans une maison appartenant au gouvernement, et située dans le quartier de Baikal, à Famagouste. Les Chypriotes turcs ont prétendu que la propriété de la maison faisait l'objet d'un différend.

Dix gardes nationaux et 24 Chypriotes turcs en armes se sont affrontés et la famille a reçu l'ordre d'évacuer la maison le lendemain à midi. Le Commandant local de la Force est intervenu et, par voie de négociation, a obtenu une prolongation du délai, puis a fait évacuer la famille.

71. A Nicosie, le 4 août 1965, les Chypriotes turcs ont annoncé leur intention d'occuper quatre maisons appartenant à des Chypriotes grecs et situées dans le secteur turc. La Garde nationale a réagi énergiquement et il en est résulté des négociations prolongées, pendant lesquelles des Chypriotes turcs se sont installés dans un appartement de l'immeuble Chappas, donnant sur la "ligne verte" du côté chypriote turc et ont demandé l'autorisation d'occuper une maison appartenant à un Chypriote turc et située sur la rue d'Athènes, de l'autre côté de la "ligne verte". Toutes ces propositions se fondaient sur la nécessité urgente de décongestionner les logements des réfugiés, mais comme elles risquaient d'aggraver la situation dans une zone troublée, la Force n'a pas pu les accepter. Le danger de la situation n'a pu être écarté que par des négociations à un niveau élevé.

72. Le 13 août 1965, le Quartier général de la Garde nationale a protesté auprès de la Force au sujet de l'occupation par des familles chypriotes turques d'une maison appartenant à un Chypriote grec et située à Polis. Le problème des réfugiés était très grave dans cette localité : plusieurs centaines d'entre eux

étaient logés principalement dans l'école locale, dans un bâtiment en tôle ondulés et dans des tentes. L'enquête effectuée par la Force a tout d'abord indiqué que les Chypriotes turcs avaient occupé la maison en question pour remédier à des conditions véritablement pénibles, mais la situation dans la zone s'est rapidement détériorée lorsque des combattants armés se sont joints aux familles et ont occupé, le 14 août, deux autres maisons appartenant à des Chypriotes grecs. Une série de réunions à l'échelon local n'a pas permis d'aboutir à une solution et la Garde nationale a menacé d'expulser les nouveaux occupants par la force. Cette menace semblait sérieuse et, de nouveau, les négociations ont dû être portées à un niveau très élevé avant que la question puisse être résolue. La solution a consisté à faire évacuer complètement les maisons en question, la Force promettant son aide matérielle et ses conseils techniques pour fournir d'autres logements. Sur le plan local elle a tenu sa promesse en fournissant immédiatement deux tentes, mais l'offre d'autres tentes par le Quartier général de la Force a été refusée par la Chambre communale turque. La Force a donné certains avis techniques et a fait construire un grand immeuble provisoire en briques de terre pour loger dix familles. La tension est demeurée très vive dans la zone pendant quelque temps encore. Le problème des réfugiés à Polis reste très grave et, le 12 octobre, une situation analogue s'est produite lorsqu'une famille chypriote turque a de nouveau occupé une maison appartenant à un Chypriote grec; la Force est intervenue pour assurer son évacuation le 18 octobre 1965.

73. Le problème des réfugiés a eu tendance à se compliquer du fait de la politique de la Garde nationale consistant à affirmer l'autorité du gouvernement en établissant une présence militaire dans les zones chypriotes turques. Un cas de ce genre s'est produit dans le village mixte d'Alaminos le 14 septembre 1965. La Garde nationale a occupé une maison adjacente au quartier chypriote turc, ce sur quoi les dirigeants locaux ont menacé d'évacuer tous les villageois chypriotes turcs dans le village chypriote turc voisin de Kophinou. Le problème a été résolu le 12 octobre, lorsque la Garde nationale a volontairement abandonné ses nouvelles positions.

vi) Incident de Kato Polemidhia

74. A 9 h 30, le 25 septembre 1965, un détachement de police chypriote et des Gardes nationaux armés ont pénétré dans le quartier chypriote turc de Kato Polemidhia, dans le district de Limassol, et ont commencé à fouiller les maisons pour trouver des armes.

75. Les Gardes nationaux et la police chypriote ont causé certains dommages aux locaux des Chypriotes turcs de Kato Polemidhia et ceux-ci ont prétendu que beaucoup d'argent et de vêtements avaient été volés. Ils ont également affirmé que les Gardes nationaux et la police chypriote avaient tiré trois coups de feu dans la zone. Une enquête effectuée par la Force a ensuite révélé qu'au moins un coup de feu avait été tiré mais qu'il n'y avait pas de victime. Trois Chypriotes turcs ont été arrêtés par la police chypriote et sept armes, ainsi qu'une certaine quantité de munitions, ont été saisies. Les Gardes nationaux et la police chypriote se sont retirés de Kato Polemidhia à 10 h 30 le même jour.

76. La tension est rapidement montée dans cette zone et a subsisté pendant plusieurs jours. Les Chypriotes turcs ont menacé d'entreprendre, s'il le fallait, une action dans d'autres régions de l'île et ont insisté sur leur droit de garder des armes pour se défendre contre les attaques des Chypriotes grecs. La Force est intervenue pour empêcher l'incident de prendre plus d'ampleur. Les trois Chypriotes turcs qui avaient été arrêtés ont été relâchés - bien que l'un d'entre eux ait été de nouveau arrêté huit semaines plus tard. La police chypriote a reconnu que certains dégâts inévitables s'étaient produits, dont la valeur était inférieure à 25 livres chypriotes, mais a nié toutes les autres accusations. Le 4 octobre, la Force a essayé de faire évaluer les dommages de Kato Polemidhia par le Chef adjoint de district du gouvernement à Limassol, en vue d'obtenir une indemnisation, mais les Chypriotes turcs s'y sont refusés.

77. Au cours de l'enquête de la Force sur l'incident, il s'est avéré que les autorités locales du gouvernement avaient apparemment reçu des renseignements selon lesquels une grande quantité d'armes étaient cachées à Kato Polemidhia et avaient estimé qu'une action rapide et vigoureuse était justifiée. Cependant, on n'a trouvé que peu d'armes. Après des négociations avec la Force, les autorités locales en question ont convenu d'avertir à l'avenir la Force avant d'entreprendre toute action visant à saisir des dépôts d'armes éventuels.

78. La situation est demeurée calme à Kato Polemidhia depuis le 4 octobre.

vii) Les incidents de Pileri

79. Le 24 septembre 1965, la Garde nationale a signalé que des éléments combattants chypriotes turcs avaient construit et occupé un nouveau poste à 2 000 mètres à l'ouest du village de Pileri et à 1 000 mètres à l'ouest (c'est-à-dire en avant) de leur précédente ligne de défense, à la limite ouest de l'enclave chypriote turque située au nord de Nicosie.

80. L'enquête menée par la Force des Nations Unies a révélé que ce poste était établi sur une petite colline isolée, en un point sans valeur tactique réelle, mais que sa construction constituait clairement une provocation en raison de la position choisie, dans une zone précédemment neutre, comprise entre les lignes de défense avancées des deux parties.

81. La Force n'a pu souscrire à la thèse des Chypriotes turcs selon laquelle cette position ayant précédemment servi de poste d'écoute, l'installation d'un véritable poste, occupé en permanence, était justifiée, et elle s'est efforcée de persuader les Chypriotes turcs d'évacuer les lieux.

82. Ces efforts ont été partiellement couronnés de succès par la conclusion d'un accord aux termes duquel la position serait réduite à un petit poste d'observation tenu par deux ou trois hommes. Cependant, dans la soirée qui a précédé la date d'entrée en vigueur de l'accord (21 octobre), deux projectiles de mortier, tirés, à ce qu'on a prétendu, par la Garde nationale, ont explosé à proximité de la position; depuis cet incident, les Chypriotes turcs se sont refusés à évacuer le poste ou à en réduire d'une façon quelconque l'importance. Bien au contraire, la garnison du poste a été ultérieurement renforcée, et de nouveaux travaux de défense y ont été exécutés.

83. Le Commandant de la Force a prié la Vice-Présidence d'intervenir afin d'écarter tout risque d'incident grave, mais aucune réponse ne lui est parvenue. Le dirigeant chypriote turc local a déclaré qu'il ne réduirait pas les défenses du poste, en raison de l'activité accrue que manifestait la Garde nationale dans ce secteur, et a affirmé que son attitude rencontrait l'agrément de ses supérieurs.

84. Il ne fait, cependant, aucun doute que le renforcement des activités de la Garde nationale résulte du refus persistant des responsables chypriotes turcs d'évacuer cette position, dont la présence est considérée comme constituant une provocation. A la suite de ces événements, la situation est devenue de plus en plus tendue.

85. Le 18 novembre, le Commandant de la Force s'est rendu dans ce secteur, où il a eu une entrevue avec les dirigeants chypriotes turcs. Il a pu se convaincre que la position de la Force en ce qui concerne cette question était pleinement justifiée. Le Commandant a soumis une nouvelle fois le problème au Vice-Président, en renouvelant les propositions de la Force, et en le priant de remanier les positions chypriotes turques afin d'éviter une explosion de violence dans ce secteur. Entre le 18 novembre et le 1er décembre 1965, ont eu lieu trois incidents armés, provoqués par les Chypriotes turcs.

viii) Observation du cessez-le-feu

86. En général, on a constaté une diminution du nombre des fusillades dans l'île. L'incident survenu en novembre à Famagouste est le premier du genre depuis un an environ.

87. Le tableau ci-dessous indique le nombre de fusillades qui se sont produites pendant la période considérée, avec les chiffres correspondants pour les périodes couvertes par les précédents rapports. Les modifications survenues en ce qui concerne les limites de la zone des districts placés sous le contrôle de la Force compliquent quelque peu la classification des incidents survenus dans la partie occidentale de l'île, mais elles ne peuvent, bien entendu, modifier les totaux.

Zone ou district	9 déc. 1964				
	11 juin au 1er déc. 1965	8 mars au 10 juin 1965	au 7 mars 1965	9 sept. au 8 déc. 1964	9 juin au 8 sept. 1964
Zone de Nicosie	17	89	97	124	191
District de Nicosie-Ouest	3	N'existait pas encore			
District de Nicosie-Est	3	N'existait pas encore			
Zone de Kyrenia	10	N'existait pas encore			
Zone de Famagouste	14	10	44	16	10
Zone de Limassol	9	5	7	6	5
District de Paphos	6	2	7	4	53)
District de Morphou	4	153	67	10)
District de Lefka	<u>3</u>	N'existait pas encore			
TOTAUX	69	259	222	160	259

88. De l'avis de la Force, 22 de ces fusillades constituent des violations du cessez-le-feu. Ce chiffre, qui porte sur une période de six mois environ, ne représente qu'un peu plus de la moitié du nombre des violations de ce genre survenues pendant le trimestre sur lequel porte le rapport du 10 juin 1965 (S/6426, par. 92). Onze se sont produites dans la zone de Kyrenia, six dans celle de Limassol, deux dans le district de Nicosie-Est et trois dans la zone de Famagouste. La responsabilité de neuf de ces incidents a été attribuée à la Garde nationale, celle des treize autres aux Chypriotes turcs.

89. Le tableau ci-après indique les pertes subies pendant la période considérée /on a indiqué entre parenthèses les pertes subies pendant la période sur laquelle portait le rapport du 10 juin 1965 (S/6426, par. 93)].

<u>Tués</u>	<u>Chypriotes grecs</u>	<u>Chypriotes turcs</u>	<u>Total</u>
Intentionnellement	0 (3)	1 (1)	1 (4)
Par accident	1 (0)	1 (0)	2 (0)
<u>Total :</u>	1 (3)	2 (1)	3 (4)

<u>Blessés</u>	<u>Chypriotes grecs</u>	<u>Chypriotes turcs</u>	<u>Total</u>
Intentionnellement	2 (3)	6 (0)	8 (3)
Accidentellement	0 (0)	2 (0)	2 (0)
<u>Total :</u>	2 (3)	8 (0)	10 (3)

90. Il n'y a eu, au cours de la période considérée, aucun survol de Chypre par les avions turcs que les observations de la Force aient permis de confirmer, mais le gouvernement a affirmé que deux appareils turcs du type F 84 ont violé l'espace aérien de Chypre au cours d'un vol effectué au-dessus de la partie septentrionale de l'île le 8 septembre 1965.

C. Faits nouveaux concernant le maintien de l'ordre public

i) Activités de la police civile de la Force

91. La police civile de la Force des Nations Unies a continué à s'acquitter de ses fonctions définies dans les rapports antérieurs (voir, par exemple, document S/6426, par. 95 et 96). En outre, la police civile a entrepris les nouvelles tâches suivantes : observations, à l'aérodrome de Nicosie, des déplacements des Chypriotes turcs se rendant en Turquie ou en revenant; organisation et échelonnement des convois de la Force acheminés par la route de Kyrenia et maintien de la sécurité de la route de Kyrenia pendant le jour, y compris le contrôle et le maintien de la sécurité des villages chypriotes turcs de Geunyeli et d'Orta Keuy pendant les heures de passage des convois (voir par. 59 plus haut); liaison avec les postes de police de Nicosie pour l'exécution de tâches confiées auparavant à des unités militaires de la Force.

92. Du 11 juin au 6 décembre 1965, la police civile a effectué 44 grandes enquêtes sur des incidents dans lesquels le conflit intercommunautaire semblait avoir joué un rôle d'une certaine importance : parmi ces incidents figuraient 20 affaires

d'homicide ou de tentatives d'homicide et 17 cas de coups de feu tirés de véhicules traversant des villages. Des enquêtes ont été effectuées sur 43 affaires concernant des dommages causés à des biens; dans 29 cas, les victimes étaient des Chypriotes turcs et dans 14 cas des Chypriotes grecs. Des observations ont été faites à propos de l'arrestation par la police chypriote de 31 Chypriotes turcs et de 160 confiscations, à des postes de police chypriote, d'objets appartenant à des Chypriotes turcs.

93. En liaison avec le Comité international de la Croix-Rouge et les autorités compétentes, la Force a poursuivi ses enquêtes pour retrouver des personnes disparues. Deux cent dix Chypriotes turcs sont toujours portés manquants, soit deux de plus que lors de l'établissement de mon dernier rapport (S/6426, par. 98); l'une de ces deux personnes a disparu depuis le 18 juillet 1965; dans le cas de l'autre, qui avait été portée disparue le 24 mars 1964, on a signalé plus tard par erreur qu'elle avait été retrouvée. Comme il a déjà été indiqué (S/6426, par. 98), 41 Chypriotes grecs, 3 ressortissants britanniques et un ressortissant allemand sont toujours manquants. Les efforts déployés pour retrouver ces personnes n'ont pas abouti. Depuis mon dernier rapport, 11 Chypriotes grecs et 2 Arabes de nationalité britannique ont été détenus plus ou moins longtemps par les Chypriotes turcs; ils ont tous été relâchés par la suite.

ii) Enquêtes sur des crimes et des conflits intercommunautaires

94. Les meurtriers d'un Chypriote grec, M. Costas Mishaolis, et d'un Chypriote turc, M. Dervish Gavazoglou, qui avaient été trouvés assassinés dans une automobile sur la route de Lanarca, à 13 miles de Nicosie, le 11 avril 1965 (S/6426, par. 99 à 101), ont jusqu'ici échappé aux sanctions de la loi. Cependant, la police civile poursuit son enquête sur d'autres aspects de l'affaire et coopère pleinement avec les services gouvernementaux chargés du maintien de l'ordre.

95. Comme il a déjà été signalé (par. 92 ci-dessus) la police civile a effectué, au cours de la période considérée, de nouvelles enquêtes sur des crimes, dans le cadre du mandat de la Force des Nations Unies, qui est notamment chargée de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public.

96. Le 15 juillet 1965, un Chypriote grec, M. Kyrialos Savva Tsiattos a été abattu à coups de feu près du village de Mathiati, dans le district de Nicosie. La police civile a coopéré avec la police chypriote lors de l'enquête, mais le coupable n'a pu être arrêté. La police chypriote ne peut pénétrer dans le secteur où l'assassin présumé s'est réfugié et il n'y a pas non plus d'éléments de police chypriote turque dans ce secteur.

97. Le 8 août 1965, un Chypriote turc, M. Ismael Hussein, a été abattu à coups de feu dans le village chypriote turc d'Artemi, dans le district de Famagouste. Peu de temps après, la police chypriote a arrêté sur une route un Chypriote turc soupçonné d'être l'assassin. Cependant, la police n'a pu saisir les tribunaux de l'affaire parce qu'elle n'a pas été à même d'enquêter sur les lieux du crime, situés dans un secteur aux mains des Chypriotes turcs. La police civile a coopéré avec la police chypriote dans les limites du mandat de la Force des Nations Unies.

98. Le 17 août 1965, un Chypriote turc nommé Mehmet Kadir a été abattu à coups de feu à Chatos, village chypriote turc qui se trouve dans le district de Famagouste; son assassin serait un Chypriote turc du même village. A la suite de cet incident, les éléments chypriotes turcs du secteur de Chatos se seraient "affranchis de toute autorité" et les dirigeants chypriotes turcs à Famagouste ont fait des démarches auprès de la Force pour qu'elle escorte les éléments de police chypriote turque qui seraient envoyés dans ce secteur, mais le gouvernement a soulevé des objections. Aucune arrestation n'a été opérée à la suite de ce crime.

99. Le 19 août 1965, un Chypriote grec, M. Kyriakos Solomou, a été abattu à coups de feu près du village mixte de Gouphe, dans le district de Famagouste. La police chypriote, accompagnée de la police civile, a enquêté sur le meurtre, mais jusqu'ici aucune arrestation n'a été faite. Il n'est pas impossible que l'assassin soit un habitant du village, et il se peut aussi que des personnes étrangères au village aient commis le crime pour des raisons qui leur étaient propres, troublant ainsi les relations intercommunautaires harmonieuses qui existaient à Gouphe. Après le crime, les villageois ont eu quelques difficultés à se déplacer librement en toute sécurité aux abords immédiats de Gouphe et la police civile a établi à titre provisoire un poste dans le secteur pour améliorer la situation.

III. ACTIVITES VISANT A ASSURER LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE

A. Evaluation générale

100. Dans un rapport précédent au Conseil, j'ai souligné que "de toute évidence, le retour à une situation normale à Chypre dépend avant tout des autorités et de la population chypriotes, ce résultat ne pouvant être obtenu que dans la mesure où les deux communautés ... seront résolues à déposer les armes et à s'efforcer de vivre à nouveau en paix" (S/5671, par. 2). Comme il est indiqué aux chapitres I et II du présent rapport, les armes n'ont pas été déposées; la carte de l'île est encore parsemée de points représentant des postes militaires et des postes de contrôle de police; les adversaires sont toujours en présence les armes à la main; la tranquillité dans l'île est précaire.

101. Aux prises avec de nombreuses difficultés, la Force des Nations Unies, comme par le passé, a essayé sans relâche d'assurer le retour à une situation normale pendant la période considérée. En l'absence de progrès vers un règlement politique, on voit se dessiner un rétablissement encore modeste, mais nullement négligeable, en particulier dans le secteur économique. Dans l'ensemble, l'état de l'économie de l'île est redevenu presque normal. Les restrictions économiques ont été quelque peu assouplies. Les Chypriotes turcs comme les Chypriotes grecs reçoivent maintenant des subventions de l'Etat pour les produits agricoles. Dans plusieurs endroits, l'amélioration s'est poursuivie.

102. Pour ce qui est de la liberté de mouvement de la population, du retour à la normale des services publics, du problème des réfugiés, etc., la situation n'a pas évolué. Dans ces domaines et dans d'autres, la Force n'a pu que continuer au jour le jour à s'efforcer d'atténuer les épreuves de tout genre qui résultent de la division entre les deux communautés et à prévenir toute nouvelle difficulté entre elles.

103. Les efforts déployés pour assurer le retour à une situation normale sont entravés par la méfiance qui continue à régner entre le Gouvernement chypriote et les dirigeants chypriotes turcs. A cet égard, on se souviendra que ces derniers ont violemment réagi, à la fin de juillet, lors de la promulgation par le Gouvernement chypriote d'une législation prorogeant le mandat du Président de la République et des membres de la Chambre des représentants et modifiant la loi

électorale. J'ai appelé l'attention du Conseil de sécurité, dans mon rapport du 29 juillet 1965 (S/6569), sur les événements qui ont eu lieu dans l'île à l'époque et sur les mesures prises par la Force à ce sujet. Le Conseil a examiné la question et a adopté le 10 août 1965 une résolution par laquelle il invitait toutes les parties, conformément à sa résolution du 4 mars 1964, à éviter toute action susceptible d'aggraver la situation.

104. Un autre exemple de la méfiance existant entre le Gouvernement de Chypre et les dirigeants chypriotes turcs est la controverse qui a surgi à la suite de la déclaration d'intention faite par le gouvernement le 4 octobre 1965 au sujet des mesures qu'il se proposait d'adopter en ce qui concerne "les droits et la protection des minorités de Chypre" (A/6039). Les dirigeants chypriotes turcs se sont aussitôt résolument élevés contre cette déclaration d'intention, dans laquelle ils ont vu une tentative des Chypriotes grecs pour priver les Chypriotes turcs de leurs droits constitutionnels (A/6052 et A/6053).

105. Ainsi, presque deux ans après le début des troubles, l'impasse persiste, bien que partout dans l'île on aspire à un retour à la normale.

B. Liberté de mouvement de la population

106. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports précédents, la Force a toujours cherché à assurer la plus grande liberté de mouvement pour la population civile. Elle est en effet convaincue que la liberté de mouvement est la première condition d'un retour à une vie normale. Pendant la période considérée, les progrès ont été très limités dans ce domaine.

107. Depuis la parution de mon rapport du 10 juin 1965 (S/6426), la Force a continué à organiser deux fois par jour dans chaque direction, entre Nicosie et Kyrenia, des convois à l'intention des Chypriotes grecs. Si l'on considère qu'un grand nombre de Chypriotes grecs font usage de ces convois (voir par. 57 ci-dessus) et qu'ils doivent traverser deux gros villages chypriotes turcs, les incidents ont été fort rares; encore s'agissait-il dans la plupart des cas d'espiègleries de jeunes gens. L'un de ces incidents s'est produit le 15 juillet 1965. La voiture d'un ressortissant étranger qui empruntait la route de Kyrenia en dehors des heures de convois, de nuit, a été atteinte par les balles de Chypriotes turcs, l'automobiliste n'ayant pas remarqué, semble-t-il, des signaux l'invitant à s'arrêter

/...

près de la position des Chypriotes turcs située au sommet du col de Kyrenia. La Force a pris les mesures voulues avec les dirigeants chypriotes turcs pour que des incidents graves de ce genre ne se reproduisent pas.

108. Dans de nombreux secteurs, la liberté de mouvement varie suivant la tension provoquée par tel ou tel incident. Un fait malheureux s'est produit le 5 décembre 1965 : une ressortissante britannique voyageant avec son mari et deux enfants dans une voiture particulière escortée par la Force à travers le village de Stavrokono a été grièvement blessée par des coups de fusil tirés sans raison par un Chypriote turc. Ce même jour, un peu plus tôt, un Chypriote turc de ce village, qui était à la chasse, avait été tué au cours d'un échange de coups de feu avec des Chypriotes grecs.

109. L'interdiction qui est faite aux Chypriotes grecs d'entrer dans tout secteur relevant complètement de l'autorité des Chypriotes turcs continue à être appliquée strictement. Les dirigeants chypriotes turcs ont rejeté presque toutes les demandes d'entrée présentées par des Chypriotes grecs, même dans les cas où il n'y avait aucun risque pour la sécurité de la communauté chypriote turque. Les quelques Chypriotes grecs qui ont pénétré par erreur dans les secteurs chypriotes turcs ont habituellement été détenus et soumis à un interrogatoire serré pendant un certain temps avant d'être remis à la Force et de pouvoir repartir.

110. Les mesures que les dirigeants chypriotes turcs ont prises pour dissuader les membres de leur communauté de circuler librement en dehors des secteurs relevant de leur autorité (S/6426, par. 115) continuent d'être appliquées. Le nombre de Chypriotes turcs vivant dans ce secteur qui en sont sortis sans l'autorisation de leurs dirigeants est relativement faible. Dans quelques-uns de ces cas, le gouvernement a demandé à la Force d'user de ses bons offices pour faciliter le déplacement des familles restées sur place, ce qui a parfois pu se faire.

111. Le gouvernement a continué de permettre aux Chypriotes turcs de circuler librement, étant entendu qu'ils doivent justifier de leur identité et qu'ils peuvent être fouillés; il estime que ces précautions sont nécessaires pour empêcher la mise sur pied d'éléments chypriotes turcs capables de combattre, ainsi que l'entrée de matières stratégiques dans les secteurs chypriotes turcs. De l'avis de la Force, cependant, les mesures que prend encore la police de Chypre ne sont pas

de nature, d'une manière générale, à encourager les personnes vivant dans les secteurs chypriotes turcs à circuler sur les routes situées hors de leurs enclaves.

112. Le nombre de postes de contrôle de la police de Chypre n'a pas sensiblement diminué au cours de la période considérée. Les Chypriotes turcs qui veulent entrer dans un secteur contrôlé par les Chypriotes turcs ou en sortir sont généralement fouillés, qu'ils se déplacent à pied ou dans des véhicules. Ils doivent montrer leur carte d'identité, et si les indications qui y sont portées ne correspondent plus tout à fait à leur signalement, ils doivent s'en procurer une nouvelle immédiatement. Les plaintes des dirigeants chypriotes turcs d'après lesquelles on délivre délibérément à certains Chypriotes turcs de nouvelles cartes portant la mention "grec" ne semblent pas fondées. Les quelques cas en question résultaient d'erreurs de plume qui ont été rapidement corrigées une fois découvertes.

113. Les dirigeants chypriotes turcs se sont plaints fréquemment du manque de courtoisie des policiers mais, étant donné que des centaines de personnes sont fouillées chaque jour, ces cas peuvent être considérés comme relativement peu nombreux.

114. Pendant le mois de juin 1965, le Gouvernement de Chypre a commencé à interdire le retour à Chypre des jeunes Chypriotes turcs de plus de 15 ans qui font des études en Turquie. Il a affirmé qu'il savait que ces étudiants recevaient une formation militaire en Turquie de façon à pouvoir devenir officiers dans les forces combattantes turques à Chypre. Les dirigeants chypriotes turcs ont déclaré que cette interdiction était contraire à la Déclaration universelle des droits de l'homme et en violation flagrante de l'article 14 de la Constitution de Chypre, lequel stipule qu'aucun citoyen ne sera banni ou exclu de la République quelles que soient les circonstances.

115. Les Chypriotes turcs en âge de porter les armes qui retournent de Turquie après un traitement médical sont également soumis à un examen serré de la part des autorités gouvernementales. La plupart ont été autorisés à rentrer dans le pays après avoir été soumis à des interrogatoires plus ou moins longs. Dans deux cas, les intéressés se sont plaints d'avoir été brutalisés au cours de ces interrogatoires, mais la police de Chypre a décliné toute responsabilité.

116. On se souviendra que, dans l'aide-mémoire présenté en octobre 1964 au Gouvernement chypriote, la Force des Nations Unies avait notamment recommandé l'adoption de mesures propres à garantir "les Chypriotes voyageant dans l'île contre des arrestations ou des détentions arbitraires du fait de soi-disant infractions commises à l'occasion des désordres qui ont suivi les événements de décembre 1963" (S/6102, annexe II, par. 6). Dans sa réponse, le président Makarios avait accepté cette suggestion "sous réserve des vérifications minimums nécessaires pour empêcher tout transport d'armes" (S/6102, annexe III, p. 2). Au cours de la période considérée, dix Chypriotes turcs ont été arrêtés à des points de contrôle pour des infractions passées ou récentes assimilables à des actes de rébellion contre le gouvernement. Dans cinq de ces cas, les accusés ont été trouvés en possession d'armes et de munitions et, dans trois cas, ils ont été identifiés comme ayant participé à des actes de guerre dans le passé. Deux Chypriotes turcs ont été arrêtés et trouvés en possession d'un grand nombre de casques d'acier achetés chez un Chypriote grec, lequel a été également arrêté par la suite. L'un des dix hommes arrêtés a été relâché par manque de preuves; un autre a été relâché à condition qu'il quitte Chypre; et un troisième a été relâché sous caution.

117. A plusieurs reprises, les bons offices de la Force des Nations Unies ont été requis pour des Chypriotes turcs désireux de se rendre hors des secteurs chypriotes turcs, mais la police chypriote a refusé d'indiquer si ces personnes étaient recherchées. D'autre part, les Chypriotes turcs affirment qu'il existe une "liste noire" de personnes recherchées, que la police des postes de contrôle peut consulter.

118. Dans le cadre des mesures visant à assurer le retour à une situation normale et afin de créer une réserve de personnel pour des tâches plus urgentes, la Force des Nations Unies a mis fin aux services d'escorte qu'elle avait fournis régulièrement aux médecins, avocats et dirigeants politiques chypriotes turcs. La Force s'est servie de ses postes de police militaire et civile situés le long des routes que les personnes désireuses de se déplacer se proposaient de prendre pour contrôler si ces personnes avaient pu passer sans encombre, après avoir informé à l'avance le gouvernement des déplacements envisagés, en particulier en direction et en provenance de Limnitis et de Kokkina. En août 1965, la Force a cessé d'escorter le camion amenant chaque jour le lait de Louroujina au quartier turc de Nicosie

et, pendant le mois d'octobre dernier, elle a cessé d'escorter régulièrement les convois d'approvisionnement se rendant à Kokkina, après la découverte par la police chypriote d'une grande quantité de munitions dans un camion chypriote turc transportant des fournitures de secours. En général, les résultats des nouvelles dispositions ont été satisfaisants, mais la Force des Nations Unies a fait savoir très clairement qu'elle modifierait ces dispositions si la situation l'exigeait. La Force a continué à fournir des services d'escortes dans des circonstances spéciales où le danger était plus grand, comme dans certains cas de paysans cultivant leurs terres ou rentrant leurs récoltes dans des zones névralgiques.

C. Efforts visant au rétablissement d'une vie économique normale

1) Introduction

119. J'ai souligné dans de précédents rapports que les désordres politiques ont eu pour résultat non seulement d'arrêter la croissance rapide que l'économie chypriote avait connue au cours des trois années qui ont suivi l'accession à l'indépendance (1961-1963), mais encore d'inverser la tendance. Selon les statistiques officielles relatives à l'évolution économique à Chypre en 1964, le produit national brut a diminué d'environ 12 p. 100, alors que pendant les trois années précédentes il avait augmenté en moyenne de plus de 7 p. 100 par an. Néanmoins, l'économie chypriote a bien résisté compte tenu des circonstances. Depuis la fin de 1964, on a enregistré de nombreux signes encourageants de relèvement économique dans tout le pays. Mais on peut se demander si la reprise de 1965 sera d'une ampleur suffisante pour ramener le PNB à son niveau de 1963.

120. En revanche, la situation économique de la communauté chypriote turque continue à être précaire pour des raisons que j'ai déjà indiquées (voir, par exemple, S/6426, par. 117). Malgré certains éléments positifs constatés en 1965, tels qu'un accroissement de la production agricole à la suite de conditions atmosphériques très favorables et malgré un retour à des conditions généralement normales sur les marchés locaux et d'exportation (voir par. 133-137 ci-après), l'économie de la communauté chypriote turque est demeurée stationnaire. Le nombre de personnes déplacées est encore estimé à près de 20 000 et le nombre total de personnes nécessiteuses au moins au double.

ii) Restrictions économiques

121. Conformément à son mandat, selon lequel elle doit contribuer au rétablissement de conditions normales à Chypre, la Force des Nations Unies n'a négligé aucun effort pour encourager l'accomplissement des restrictions économiques et pour aider au rétablissement d'activités économiques normales. En ce qui concerne la liste officielle d'articles interdits, c'est-à-dire d'articles dont l'entrée dans les secteurs chypriotes turcs est interdite, la Force a fait à plusieurs reprises des propositions de libéralisation (S/6102, par. 70-75; S/6228, par. 135-137; S/6426, par. 118-120).

122. Le 5 août 1965, mon représentant spécial à Chypre a adressé au Président de la République un aide-mémoire sur la question des articles interdits, recommandant la levée des restrictions sur ceux des articles figurant sur la liste qui n'ont qu'une importance militaire insignifiante. La Force des Nations Unies a déclaré que, sans mettre en doute les considérations de sécurité qui sont à la base de la politique du gouvernement dans ce domaine, elle a constaté que la liste en question contenait un certain nombre d'articles particuliers, tels que les vêtements, dont le déblocage ne produirait, selon toute vraisemblance, aucun effet de quelque importance sur la situation militaire à Chypre. En même temps, ce déblocage permettrait de répondre à des besoins légitimes de la population civile, réduirait la tension et contribuerait au rétablissement de conditions normales. La Force a également fait observer qu'il y avait d'autres articles, comme les matériaux de construction, qui, bien que pouvant avoir une certaine importance au point de vue militaire, pourraient être sans danger débloqués en quantités suffisantes pour répondre aux besoins essentiels de la population civile, et elle a proposé qu'ils soient rayés de la liste. Des mesures appropriées pourraient être prises avec l'aide de la Force pour prévenir tout stockage.

123. Le 18 septembre, le Président de la République a répondu que le Gouvernement chypriote avait décidé de rayer de la liste les articles ci-après : lainages (y compris la laine à tricoter), imperméables (y compris ceux en plastique), gants, chaussettes, chaussures, clous pour chaussures, lacets de cuir, semelles de caoutchouc, vestes de cuir, bouteilles thermos, appareils de lutte contre l'incendie, paille de fer, galvanomètre, charbon importé (du type utilisé par les forgerons), soufre, nitrate d'ammonium, carburants en grandes quantités et pneus.

Toutefois, ces quatre derniers articles ont été rayés de la liste sous certaines conditions : des dispositions spéciales seraient prises dans le cas du soufre et du nitrate d'ammonium, afin d'assurer que ces matières ne puissent être utilisées à des fins militaires; les arrangements antérieurs relatifs au déblocage des carburants (S/6102, par. 72 et 73) resteraient en vigueur et les pneus ne seraient livrés que pour des véhicules faisant l'objet de permis en règle.

124. Comme suite à cette décision du gouvernement, qui donne partiellement satisfaction aux demandes de la Force des Nations Unies, le nombre des articles interdits a été réduit de 43 à 31 (y compris les quatre articles qui font l'objet d'un déblocage partiel). Si plusieurs des articles figurant encore sur la liste semblent avoir une certaine importance au point de vue militaire, il y a en revanche encore un certain nombre que l'on pourrait rayer sans que la situation militaire dans l'île en soit sensiblement affectée.

125. Parmi les 31 articles qui figurent encore sur la liste, il y a divers matériaux de construction, tels que le ciment, le bois d'oeuvre, les pierres, le sable et le gravier. D'autres matériaux de construction, bien que ne figurant pas sur la liste, continuent à être refusés aux Chypriotes turcs (voir par. 127 et 128 ci-après). Les dirigeants chypriotes turcs ont instamment prié la Force des Nations Unies d'user de ses bons offices pour obtenir le déblocage de certaines quantités au moins de matériaux de construction, qui seraient utilisés exclusivement à la réparation de bâtiments privés civils et d'immeubles publics, tels qu'écoles et hôpitaux, et aussi pour construire des abris temporaires pour les réfugiés (voir à ce sujet les par. 161 et 162 ci-après). Le 25 octobre, le gouvernement a proposé que les dirigeants chypriotes turcs présentent, par l'entremise de la Force des Nations Unies, une liste indiquant, pour l'ensemble de l'île, les types, quantités et utilisations des matériaux de construction dont ils ont besoin. Le 28 octobre, les dirigeants chypriotes turcs ont soumis une liste estimative des matériaux de construction nécessaires pour la construction de logements et d'autres immeubles privés, ainsi que de certains immeubles de caractère public, et pour la construction d'une annexe à l'hôpital turc de Nicosie, afin d'y installer un laboratoire de radiologie. Cette liste a été transmise immédiatement au gouvernement pour examen. A la date de la rédaction du présent rapport, aucune réponse n'avait encore été reçue.

iii) Circulation des approvisionnements

126. Les approvisionnements entrant dans les zones contrôlées par les Chypriotes turcs continuent à être soumis à l'inspection de la police chypriote aux postes de contrôle. Le personnel de la Force a observé régulièrement les opérations d'inspection. A plusieurs reprises, la Force a discuté avec les autorités gouvernementales compétentes divers aspects de cette question en vue de hâter l'accomplissement des formalités et de faciliter la circulation des approvisionnements.

127. Les Chypriotes turcs ont maintenu leurs objections à l'existence des postes de contrôle et à la façon dont les inspections sont effectuées (fouilles fréquentes et minutieuses, retards prolongés, marchandises endommagées, confiscation de certaines marchandises, etc.). Les dirigeants chypriotes turcs se sont plaints vivement du fait qu'à plusieurs reprises, des marchandises qui ne figuraient pas sur la liste gouvernementale d'articles interdits ont cependant été saisies aux postes de contrôle de la police. La Force a attiré l'attention du gouvernement sur cette plainte et a reçu l'assurance que des mesures seraient prises pour porter remède à la situation.

128. A la suite des interventions de la Force, un grand nombre d'articles saisis ont été ensuite débloqués. Cependant, plusieurs articles, notamment les briques, les tuiles et d'autres matériaux de construction, ont continué à être refusés aux Chypriotes turcs, bien qu'ils ne figurent pas sur la liste officielle des articles interdits. Cette pratique a eu tendance à compromettre la confiance qu'inspire la liste en tant que guide sur ce qu'il est permis d'introduire dans les secteurs chypriotes turcs.

iv) Agriculture

129. Dans le domaine agricole, la situation continue d'être satisfaisante dans l'ensemble. La récolte de 1965 a été nettement meilleure que celle de 1964, sauf pour un très petit nombre de productions. La moisson s'est effectuée dans des conditions meilleures et plus sûres et le nombre des plaintes formulées de part et d'autre pour récoltes illicites a été limité.

130. Le problème le plus important a été le maintien en friche de la plus grande partie des terres chypriotes turques situées autour des villages abandonnés. Dans certaines zones, les champs chypriotes turcs ont été donnés à bail à des cultivateurs chypriotes grecs. Le gouvernement, pour sa part, a nettement déclaré (23 août 1965) qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires contre les personnes qui cultivent les champs abandonnés sans le consentement du propriétaire. Cette position des autorités centrales devrait être de nature à encourager d'autres cessions à bail des terres chypriotes turques abandonnées. Cependant, les propriétaires chypriotes turcs se plaignent que dans la situation actuelle, ils sont forcés d'accepter des loyers anormalement bas. Dans certains cas, les exploitants chypriotes grecs se sont vu refuser l'accès à leurs champs situés à l'intérieur ou à proximité des positions de défense chypriotes turques.

131. La Force a continué d'aider les cultivateurs des deux communautés de la manière indiquée dans les rapports précédents (voir notamment S/6426, par. 125-127). Les demandes d'assistance provenaient principalement de zones névralgiques, celles où les villages ou champs de Chypriotes grecs sont adjacents à des villages ou champs de Chypriotes turcs. A la demande des agriculteurs des deux communautés, on a formé des patrouilles chargées de surveiller les vergers, les labours, les semailles, le sarclage, l'épandage d'engrais et la moisson.

132. Le gouvernement a autorisé les sociétés coopératives chypriotes turques à importer plusieurs milliers de tonnes d'engrais, dont 500 tonnes d'engrais azotés qui seront réparties sous la surveillance de la Force. Lorsque le présent rapport a été établi, les labours et les semailles pour le blé et l'orge étaient presque achevés dans l'île. En général, les autorités gouvernementales compétentes ont débloqué des quantités suffisantes de gazoil et de lubrifiants pour assurer les labours et les semailles dans les zones contrôlées par les Chypriotes turcs. Cependant, il y a eu certaines difficultés en ce qui concerne l'enclave chypriote turque située au nord de Nicosie, les autorités ayant décidé (voir S/6426, par. 128) que le carburant et les lubrifiants ne seraient livrés que si les propriétaires des tracteurs avaient des permis en règle, ceux-ci n'étant délivrés gratis que si les fonctionnaires du gouvernement étaient admis dans les villages pour inspecter les tracteurs. Les Chypriotes turcs demandent que l'inspection des tracteurs soit effectuée par leur propre personnel qualifié, mais le gouvernement s'y refuse.

/...

v) Marché local et marché d'exportation

133. Dans ce domaine, il y a eu d'importants progrès sur la voie d'un retour à la normale, des accords ayant finalement été conclus, avec l'aide de la Force sur la reprise par le gouvernement du versement d'une subvention aux Chypriotes turcs producteurs de céréales et de produits de la vigne. Ce résultat a pu être obtenu grâce à l'esprit de compréhension et de coopération dont tant le Gouvernement que les dirigeants chypriotes turcs ont fait preuve dans ce domaine.

134. A la suite de négociations prolongées auxquelles les représentants de la Force ont participé activement (voir S/6426, par. 130), un accord a été conclu le 5 juillet 1965, sur la vente des céréales produites en 1965 par les cultivateurs chypriotes à la Commission des céréales du gouvernement. Aux termes de cet accord, les cultivateurs chypriotes turcs devaient de nouveau recevoir des prix subventionnés pour le blé et l'orge livrés à la Commission des céréales, alors qu'en 1964, ils avaient été obligés de vendre leurs récoltes de blé et d'orge sur le marché, à des prix plus bas que les prix subventionnés offerts par le gouvernement.

135. Pour pouvoir conclure l'accord sur les céréales, il a fallu surmonter plusieurs obstacles. Il fallait régler en premier lieu la question de la liquidation des obligations des sociétés coopératives chypriotes turques afférentes à la récolte de 1963, la dernière avant le début des désordres (voir S/5950, par. 168; S/6102, par. 84; S/6228, par. 145). Les autorités gouvernementales ont déclaré qu'avant que la récolte de 1965 soit achetée, le solde de la récolte de 1963 restant à fournir par les sociétés coopératives chypriotes turques devrait être livré à la Commission des céréales ou, à défaut, leur contre-valeur devrait être versée en espèces. Il convient de noter qu'en temps normal, comme en 1963, le gouvernement avançait des fonds aux sociétés coopératives avant la livraison effective de la récolte aux entrepôts de la Commission des céréales. Les autorités gouvernementales, en second lieu, demandaient que les diverses dettes contractées envers le gouvernement et des organismes gouvernementaux autonomes par la Banque centrale coopérative chypriote turque, les sociétés coopératives chypriotes turques et à d'autres organismes devaient être réglées à l'occasion des livraisons de la récolte de 1965. En troisième lieu, il s'agissait de savoir si les sociétés coopératives chypriotes turques seraient autorisées comme par le passé à traiter au nom de la Commission des céréales.

136. En fin de compte, un accord a été réalisé sur les bases suivantes : a) les obligations non liquidées des sociétés coopératives chypriotes turques relatives à la récolte de 1963 seraient réglées soit par des versements en espèces, soit par des livraisons de céréales aux prix officiels (subventionnés) avant le début des livraisons de la récolte de céréales de 1965; b) les céréales récoltées en 1965 seraient achetées par la Commission des céréales aux prix officiels minorés de 20 p. 100, le gouvernement devant utiliser cette déduction pour éteindre les dettes non liquidées de la Banque centrale coopérative chypriote turque, et des autres organismes débiteurs; c) les paiements seraient effectués en espèces à la livraison des céréales, qui pourrait être effectuée par les sociétés coopératives, par d'autres organismes ou par les cultivateurs eux-mêmes; d) le paiement des livraisons de céréales effectué au nom de la Banque centrale coopérative chypriote turque serait effectué directement à la Banque. D'autre part, les sociétés coopératives chypriotes turques n'ont plus été désignées comme agents de la Commission des céréales pour 1965.

137. L'accord décrit brièvement ci-dessus a été appliqué sans heurts et, en conséquence, une partie importante de la récolte de céréales chypriote turque de 1965 a été vendue à la Commission des céréales par l'intermédiaire de la Banque centrale coopérative chypriote turque. Après la conclusion de l'accord sur les céréales, le gouvernement a répondu favorablement aux représentations faites par la Force au sujet du versement des subventions sur les produits de la vigne (raisin frais, raisins secs, alcool brut) aux Chypriotes turcs (voir S/6102, par. 85). Le gouvernement a indiqué a) que les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs recevraient exactement le même traitement; b) que le versement des subventions serait effectué selon des méthodes simples et pratiques; c) que les produits seraient inspectés au moment de leur livraison. Au moment de la rédaction du présent rapport, il semblait que les opérations normales avaient été rétablies, tout au moins dans ce secteur de l'économie.

vi) Industrie

138. Comme indiqué dans les précédents rapports, l'une des conséquences des troubles dans l'île a été la paralysie de plusieurs entreprises industrielles dans les districts de Nicosie et Kyrenia. Les restrictions imposées à la circulation des personnes et des marchandises ont empêché le fonctionnement de presque toutes les usines appartenant à des membres d'une communauté mais situées dans un secteur contrôlé par l'autre communauté.

/...

139. En outre, certaines usines chypriotes turques se trouvant dans la partie de Nicosie contrôlée par les Chypriotes turcs ont dû cesser leurs activités en raison de la pénurie de matières premières qui restent portées sur la liste restrictive du gouvernement. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans le cas de la Cypro Steelwool Company (S/6228, par. 153) qui utilise comme matière première le fil d'acier, article figurant toujours sur la liste gouvernementale. Le fait que la paille d'acier ait maintenant été retirée de la liste (voir par. 123 ci-dessus) ne permet pas d'atteindre l'objectif souhaité, car l'usine est empêchée de reprendre ses activités par le manque de matière première.

140. Le cas des fours à chaux turco-chypriotes d'Ambelikou, qui sont fermés depuis plusieurs mois (S/6426, par. 132), est entièrement différent. Là, le principal obstacle à la reprise d'une activité normale est la situation militaire existant dans la région.

141. La Force des Nations Unies a poursuivi ses efforts en vue de faciliter un retour à des conditions normales dans le secteur industriel, et elle a discuté tous les aspects du problème avec les autorités gouvernementales compétentes et les dirigeants chypriotes turcs. Au cours de ces démarches, le gouvernement a demandé à la Force d'user de ses bons offices pour faire rouvrir les usines appartenant à des chypriotes grecs et situées dans les zones chypriotes turques. De leur côté, les dirigeants chypriotes turcs ont laissé entendre qu'ils souhaitaient la réouverture des usines chypriotes turques qui ont été fermées dans les zones contrôlées par le gouvernement et ailleurs. La Force a alors suggéré d'organiser, sous ses auspices, des entretiens de caractère technique entre les représentants des deux communautés.

142. Cette suggestion ayant été acceptée de part et d'autre, les entretiens techniques ont commencé le 9 octobre 1965, dans un climat de compréhension et de bonne volonté réciproques. Au départ, chacune des parties a fait connaître les besoins qu'impliquait la remise en marche de ses propres usines. Il y a des raisons de penser que de nouvelles réunions pourraient avoir lieu dans un proche avenir.

D. Mesures d'aide aux réfugiés et aux autres personnes en détresse

143. Pour l'essentiel, la situation des réfugiés est demeurée inchangée. Il y a encore environ 20 000 Chypriotes turcs qui sont des personnes déplacées vivant, dans une large mesure, des secours reçus de l'étranger, principalement de Turquie. Leurs conditions de logement et d'installation restent très mauvaises à bien des égards. Comme dans le passé, la Force a continué à participer aux activités d'ordre humanitaire en faveur des personnes déplacées ou en détresse. Malgré les efforts accrus du gouvernement pour favoriser le retour des Chypriotes turcs dans les villages qu'ils ont abandonnés (voir par. 157 ci-dessous), le nombre de ceux qui sont rentrés chez eux pendant la période considérée a été insignifiant.

i) Secours du Croissant-Rouge

144. Comme indiqué dans le rapport précédent (S/6426, par. 135 à 138), les autorités gouvernementales ont confisqué plus de 5 000 paires de chaussures et 4 000 paires de chaussettes de laine dans la huitième cargaison envoyée par le Croissant-Rouge, arrivée à Famagouste le 3 décembre 1964, en faisant valoir que ces articles étaient utilisables à des fins militaires. A l'issue de longues négociations menées par la délégation à Chypre du Comité international de la Croix-Rouge, destinataire officiel des fournitures du Croissant-Rouge, le gouvernement a accepté de verser, à titre d'indemnité pour les marchandises confisquées, la somme de 27 355 livres 3 shillings 11 pence, demandée par la Société turque du Croissant-Rouge. Le 1er octobre 1965, le gouvernement a versé cette somme au Comité international de la Croix-Rouge, pour qu'il la fasse parvenir à la Société.

145. Les denrées alimentaires, vêtements et autres articles destinés aux Chypriotes turcs ayant besoin d'assistance, que comprenait la neuvième cargaison du Croissant-Rouge turc (S/6426, par. 143), arrivée à Famagouste le 24 mai 1965, ont été ultérieurement distribués dans toute l'île conformément au programme arrêté. Toutes les opérations d'entreposage et de distribution de ces marchandises ont été effectuées sous la surveillance de la Force des Nations Unies. Les Chypriotes turcs ont assuré le transport depuis le navire jusqu'à un entrepôt central de Famagouste. La Force a ensuite transporté ces marchandises de l'entrepôt central aux entrepôts de zone et de district, après quoi les Chypriotes

turcs se sont chargés du transport et de la distribution des marchandises dans les villages, sous la surveillance de la Force. Quelques articles qui n'avaient pu être dédouanés parce que les autorités compétentes les considéraient comme utilisables à des fins militaires (S/6426, par. 143) ont été renvoyés en Turquie le 20 août 1965.

146. Le 3 septembre 1965, l'ambassade de Turquie à Chypre a fait savoir à la Force des Nations Unies que la Société turque du Croissant-Rouge préparait une dixième cargaison de marchandises destinées aux Chypriotes turcs ayant besoin de secours et qu'une notification en ce sens avait été adressée au Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre, ainsi qu'à la délégation à Chypre du Comité international de la Croix-Rouge. L'ambassade demandait à la Force d'user de ses bons offices pour faciliter et accélérer l'importation des fournitures du Croissant-Rouge. Les marchandises en question comprenaient 874 tonnes de denrées alimentaires - ce chiffre ultérieurement ramené à 824 tonnes -, 54 tonnes de savon et poudre détersive, 200 000 mètres de tissus de laine et de coton, 50 000 articles entrant dans la catégorie des sous-vêtements de laine et de coton, 20 000 paires de chaussettes de laine, 75 000 articles d'habillement, 5 000 serviettes, 5 000 mètres de toile de tente pour lits de camps, 27 000 paires de chaussures d'homme, de femme et d'enfant, 10 000 couvertures, 124 kilos de vêtements divers et des quantités précisées de divers médicaments. Comme dans le passé, la cargaison serait envoyée au Comité international de la Croix-Rouge.

147. Le 13 septembre, le représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies a demandé au Secrétaire général d'user de ses bons offices pour obtenir que les marchandises du Croissant-Rouge soient admises en franchise et distribuées sans difficulté. Le Vice-Président, M. Kutchuk, a fait une demande analogue le 27 octobre.

148. Par notes verbales des 8 et 25 octobre, le Ministère des affaires étrangères de la République a fait savoir à l'ambassade de Turquie qu'en ce qui concernait la cargaison dont le détail est donné ci-dessus, a) certains articles pouvaient entrer en franchise; b) d'autres seraient exonérés par le gouvernement des droits de douane prévus par la loi; c) d'autres enfin pouvaient être importés moyennant paiement des droits de douane applicables. Dans le groupe a) seraient admis en franchise tous les médicaments, selon détail dans la liste fournie, et 568 tonnes de denrées alimentaires. En ce qui concernait le groupe b), le gouvernement exonérerait des droits de douane 137 tonnes de denrées alimentaires, 60 000 mètres

de tissus de laine, les 50 000 articles entrant dans la catégorie des sous-vêtements de laine et de coton, les 5 000 mètres de toile pour lits de camps, les 10 000 couvertures et 1 000 paires de chaussures d'enfant. Quant au groupe c), seraient assujettis aux droits de douane les 119 tonnes restantes de denrées alimentaires, les 140 000 mètres restants de tissus de laine et de coton, les 75 000 articles d'habillement, les 124 kilos de vêtements divers, les 20 000 paires de chaussettes de laine, les 5 000 serviettes et 26 000 paires de chaussures.

149. L'ambassade de Turquie à Chypre a fait savoir à la Force des Nations Unies que, pour le Gouvernement turc, l'admission en franchise de la totalité des marchandises du Croissant-Rouge était une question de principe; les réfugiés avaient grand besoin de tous les articles que comprendrait la cargaison et, pour des raisons d'ordre humanitaire, lesdits articles devaient pouvoir entrer à Chypre sans aucune entrave. Il fallait donc espérer que, la Force des Nations Unies usant de ses bons offices, les autorités n'insisteraient pas sur le paiement de droits de douane.

150. Le gouvernement a toutefois fait valoir que la quantité et la valeur des marchandises devant composer la dixième cargaison du Croissant-Rouge dépassaient de loin celles des cargaisons antérieures et que l'admission en franchise de ces marchandises, non seulement impliquerait la perte de recettes très importantes, mais encore risquait d'avoir des répercussions défavorables sur l'économie de l'île. Le gouvernement a également fait observer que les articles en question étaient produits à Chypre en quantité suffisante et pouvaient être achetés sur le marché local.

151. La cargaison du Croissant-Rouge, comprenant la totalité des denrées alimentaires, vêtements et médicaments, est arrivée de Turquie au port de Famagouste, le 13 novembre 1965, sur le "Mehmet Kaptanoglu". Seuls les articles admis en franchise - à savoir tous les médicaments, 705 tonnes de denrées alimentaires, 60 000 mètres de tissus de laine, 50 000 articles entrant dans la catégorie des sous-vêtements de laine et de coton, 5 000 mètres de toile pour lits de camps, 10 000 couvertures et 1 000 paires de chaussures d'enfant - ont été déchargés. Le reste de la cargaison a été renvoyé en Turquie par le même navire, le 17 novembre, les autorités douanières exigeant à son sujet le paiement des

droits de douane. Tous les articles déchargés ont été dédouanés. Le 1er décembre, la Force des Nations Unies a commencé à transporter les marchandises du Croissant-Rouge de Famagouste aux divers entrepôts de zone et de district de l'île, d'où elles seront distribuées par les Chypriotes turcs, sous la surveillance de la Force.

ii). Secours et approvisionnements commerciaux à Kokkina

152. Ce qui figure sous ce titre dans le rapport précédent (S/6426, par. 148), est toujours valable : depuis la fin des combats de Tylliria en août 1964, la situation à Kokkina est demeurée inchangée. Bien que des heurts fréquents continuent d'opposer les forces du gouvernement aux Chypriotes turcs, les violations de la paix et de la tranquillité dans la région ne sont pas plus nombreuses que dans d'autres parties de l'île.

153. En dépit des suggestions faites par la Force des Nations Unies au gouvernement au sujet de la liberté d'entrée à Kokkina et de sortie de Kokkina (S/6426, par. 150), l'endroit est demeuré une zone d'accès réglementé et la liberté de mouvement des personnes ne s'applique pas. De leur côté, les Chypriotes turcs continuent d'empêcher toute circulation de civils chypriotes grecs dans cette enclave.

154. En ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire et autre, la situation s'est améliorée à la suite de la décision prise par le gouvernement le 10 juin 1965 (S/6426, par. 151) selon laquelle aucune restriction ne serait imposée sur les quantités de produits alimentaires destinés aux Chypriotes turcs vivant dans l'enclave et que les autres approvisionnements, exception faite des articles pouvant être utilisés à des fins militaires, entreraient également de façon normale. Les secours expédiés tous les 15 jours par le Croissant-Rouge constituent toujours la principale source d'approvisionnement; en outre, des expéditions hebdomadaires de fruits et de légumes proviennent de Limnitis.

Depuis octobre 1965, la Force des Nations Unies n'escorte plus ces envois (voir par. 118 ci-dessus), mais des membres de la Force continuent d'être présents aux postes de contrôle situés le long de la route pour surveiller les fouilles.

155. Un système auxiliaire d'adduction d'eau (S/6426, par. 151), constitué par une conduite disposée le long de la route principale du village, et comportant des robinets à intervalles réguliers, a été installé à Kokkina et fonctionne depuis

le 11 juin 1965. A la fin d'octobre, la Force des Nations Unies a obtenu des autorités gouvernementales compétentes le déblocage de conduites supplémentaires pour établir un deuxième système auxiliaire qui sera disposé parallèlement et approximativement à 150 yards au sud de la conduite actuelle. Les frais d'achat et d'installation seront à la charge des Chypriotes turcs. A la fin de novembre 1965, le gouvernement a débloqué du ciment, du mortier et des briques pour la construction d'une nouvelle boulangerie communale à Kokkina; la Force des Nations Unies en surveillera la construction.

iii.) Problème de la réinstallation des réfugiés chypriotes turcs

156. Aucun changement important n'est intervenu dans la situation générale qui est décrite dans le rapport précédent (S/6426, par. 152-154).

157. Le 23 septembre 1965, le président Makarios a fait une déclaration sur la question du problème des réfugiés chypriotes turcs. Il a répété que le problème avait été créé et était perpétué délibérément par les chefs armés des Chypriotes turcs, qui avaient contraint par la force de nombreux Chypriotes turcs de l'île à abandonner leurs villages et à s'installer dans certaines zones, où on les obligeait à demeurer afin de créer des conditions facilitant le partage de l'île. Le président Makarios a dit que, si les dirigeants chypriotes turcs souhaitaient vraiment voir résoudre le problème, le gouvernement était prêt à fournir l'assistance concrète suivante : a) il réparerait ou reconstruirait, dans tous les villages, toutes les maisons de Chypriotes turcs qui auraient été endommagées ou détruites; b) il accorderait une aide financière pour le relèvement de tous les Chypriotes turcs qui avaient été contraints par leurs dirigeants d'abandonner leurs villages; c) il leur fournirait les moyens d'exercer leur profession ou métier et les aiderait à trouver du travail, et il accorderait une aide financière à ceux qui, pour cause d'invalidité, ne pouvaient travailler; d) il prendrait toutes les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité et leur protection.

158. Les dirigeants chypriotes turcs ont répondu que les Chypriotes turcs ne rentreraient dans leurs foyers que si les forces gouvernementales de sécurité - la Garde nationale et la police - étaient retirées des zones en question et si celles-ci étaient placées sous le contrôle de la Force des Nations Unies. La priorité devrait aller à des zones importantes telles qu'Omorphita, faubourg de Nicosie, dont les maisons vides pourraient loger les milliers de leurs anciens occupants qui se trouvaient maintenant dans des camps de réfugiés.

159. La Force des Nations Unies a fait connaître les vues des dirigeants chypriotes turcs au gouvernement, qui a répondu qu'il n'avait pas d'objection de principe à ce que les Chypriotes turcs déplacés réoccupent leurs maisons à Omorphita et ailleurs. Cependant, le gouvernement devrait demeurer responsable du maintien de l'ordre et il ne pourrait être question qu'il abandonne cette responsabilité à la Force des Nations Unies.

160. Après des négociations prolongées, 12 familles de réfugiés qui avaient dû quitter la zone de Mansoura-Kokkina en août 1964 (S/6426, par. 156) ont été autorisées par le gouvernement à rentrer dans leurs foyers au début d'août 1965.

161. En septembre 1965, les dirigeants chypriotes turcs ont attiré l'attention de la Force des Nations Unies sur l'ensemble de la question du logement des réfugiés. Dans une lettre adressée à mon représentant spécial et datée du 18 septembre 1965, le Président par intérim de la Chambre communale turque a déclaré qu'afin d'éviter aux réfugiés d'avoir à passer un troisième hiver dans des abris de toutes sortes, qui laissaient à désirer parce qu'inconfortables, peu hygiéniques et souvent surpeuplés, un projet de construction de logements avait été préparé pour fournir aux familles de réfugiés de meilleurs logements là où ils vivaient actuellement et qu'une grande partie des matériaux nécessaires serait fournie par le Gouvernement turc. Toutefois, comme les matériaux de construction étaient refusés aux Chypriotes turcs, on comptait sur les bons offices de la Force des Nations Unies pour obtenir que le Gouvernement de Chypre lève l'interdiction empêchant l'arrivée de ces matériaux. Le Président par intérim de la Chambre communale turque ajoutait qu'on accepterait que la Force des Nations Unies exerce un contrôle visant à assurer que les matériaux de construction nécessaires pour le projet de construction de logements soient utilisés uniquement à cette fin.

162. La question de la fourniture de matériaux de construction aux Chypriotes turcs pour améliorer les conditions de logement des réfugiés a été évoquée à plusieurs reprises par la Force des Nations Unies dans des entretiens avec les plus hautes autorités de la République, à la fois en tant que partie du problème général de l'entretien, de la réparation et de la construction de maisons et bâtiments dans les zones chypriotes turques (voir par. 125 ci-dessus) et en tant que problème spécial et distinct. Quelle qu'ait été la façon d'aborder le problème, le gouvernement n'a

pas accepté de débloquer des matériaux de construction destinés aux réfugiés, étant en faveur du retour des réfugiés dans leurs anciens foyers et franchement opposé à leur installation permanente dans les endroits où ils vivent actuellement.

E. Normalisation des services publics

i) Services postaux

163. En dépit des bons offices de la Force des Nations Unies, la situation est restée comme elle a été décrite dans le rapport précédent (S/6426, par. 157 à 159) et un nombre important de Chypriotes turcs, notamment à Nicosie et à Iefka, continuent d'être privés de services postaux.

164. Le gouvernement déclare que, si le courrier n'est pas distribué dans le secteur chypriote turc de Nicosie, ce n'est pas parce que les services postaux auraient refusé de distribuer le courrier destiné aux Chypriotes turcs, mais à cause du manque de coopération des dirigeants chypriotes turcs, qui ne laissent pas les facteurs circuler librement pour effectuer leur tournée.

165. De leur côté, les dirigeants chypriotes turcs ont attiré l'attention sur les dispositions existant à Larnaca, où, deux ou trois fois par semaine, les Chypriotes turcs qui étaient des employés des postes en décembre 1963 se rendent au bureau de poste et y prennent livraison du courrier, pour le distribuer dans le quartier chypriote turc de la ville. Les dirigeants chypriotes turcs ont proposé d'appliquer un système du même genre à Nicosie. Le gouvernement estime, toutefois, que la situation n'est pas la même à Nicosie qu'à Larnaca et que les dispositions appliquées à Larnaca ne peuvent donc l'être à Nicosie.

ii) Versement des prestations des assurances sociales

166. Ainsi qu'il a été indiqué dans les rapports précédents (S/5950, par. 117 à 122, et S/6426, par. 160 à 164), il n'y a qu'un nombre limité de Chypriotes turcs qui reçoivent les pensions de vieillesse, les pensions de veuve et autres prestations auxquelles ils ont droit en vertu des lois sur les assurances sociales.

167. Le Ministre du travail et des assurances sociales a déclaré, le 31 mai 1965, que les versements dus aux bénéficiaires dont les droits étaient reconnus avant 1964 pourraient reprendre à condition que les dirigeants chypriotes turcs acceptent que des inspecteurs des assurances sociales se rendent de temps à autre dans leurs régions, sous escorte de la Force des Nations Unies, mais sans prévenir à l'avance, de façon à vérifier les droits des bénéficiaires (S/6426, par. 162). /...

168. En août 1965, les dirigeants chypriotes turcs ont répondu à cette proposition. Ils estimaient que les vérifications devaient être faites sur pièces plutôt que par voie d'inspection et ont présenté des contre-propositions au sujet des procédures de vérification.

169. D'après ces contre-propositions, les fonctionnaires des services d'assurances sociales adresseraient à chaque bénéficiaire une demande de renseignements ainsi qu'un certificat de vie pro forma à retourner avec l'attestation du mukhtar. Les documents seraient ensuite vérifiés par des Chypriotes turcs déjà employés au Ministère du travail et des assurances sociales en décembre 1963. Si les documents ainsi certifiés et vérifiés étaient jugés inacceptables par le Ministère, ils pourraient alors être communiqués, pour vérification, soit à la Force d'urgence des Nations Unies, soit au Comité international de la Croix-Rouge.

170. Les contre-propositions n'ont pas reçu l'agrément du Ministre du travail et des assurances sociales, qui a maintenu sa position concernant les pouvoirs de ses inspecteurs. Cependant, pour éviter de faire subir à des personnes âgées ou infirmes les conséquences de l'état actuel des relations entre les communautés, le Ministre s'est déclaré disposé à examiner favorablement la reprise des versements aux bénéficiaires chypriotes turcs dont le droit à des prestations avait été établi avant le début des troubles, sous réserve que les ayants droit se présentent en personne au service administratif compétent. Le Ministère n'ordonnerait pas d'inspection sur les lieux lorsqu'il aurait dans ses fichiers des renseignements suffisants et pourrait obtenir des précisions complémentaires en interrogeant le demandeur. Les dirigeants chypriotes turcs étudient actuellement les nouvelles propositions du Ministre.

iii) Eau, gaz, électricité, etc.

171. Au cours de la période considérée, la situation exposée dans les rapports précédents (S/6102, par. 90 et 91; S/6228, par. 171 à 173) n'a guère évolué. L'eau et l'électricité ont continué d'être fournies partout régulièrement et, le cas échéant, la Force d'urgence a aidé à résoudre les difficultés résultant essentiellement d'un défaut de communication entre les deux communautés.

172. Un réseau auxiliaire pour l'approvisionnement en eau de Kokkina a été construit, en juin 1965, sous la surveillance de la Force d'urgence (voir plus haut par. 155). La Force d'urgence a procédé à des enquêtes dans plusieurs cas où

l'approvisionnement en eau de localités chypriotes grecques ou chypriotes turques avait été interrompu et a aidé à remédier à la situation.

173. A la demande des autorités administratives compétentes, la Force d'urgence a usé de ses bons offices auprès des dirigeants chypriotes turcs pour obtenir une réduction de la consommation d'eau de ville, au cours des mois d'été, dans les secteurs contrôlés par les Chypriotes turcs dans le district de Nicosie. Ces dirigeants se sont empressés de demander à la population d'utiliser autant que possible l'eau de puits. Ils ont fait savoir qu'ils allaient établir un barème de redevances pour la consommation d'eau; les recettes seraient affectées à un compte spécial "bloqué", comme pour l'électricité (S/6102, par. 90).

174. Le 12 septembre 1965, les représentants de la communauté chypriote turque de Larnaca se sont plaints que l'approvisionnement en eau avait été interrompu. L'interruption était due au vice de construction d'une pompe et l'approvisionnement en eau a été complètement rétabli le 16 septembre. Cet incident a rallumé une querelle concernant la question de savoir à qui appartient le réseau d'approvisionnement en eau de Larnaca : les Chypriotes turcs affirment que ce réseau appartient à l'Eykaf, fondation religieuse chypriote turque, et que les pouvoirs publics locaux le gèrent illégalement (S/6102, par. 91).

175. A Nicosie et dans un petit nombre d'autres localités, les notes d'eau et d'électricité des Chypriotes turcs ne sont toujours pas réglées. D'après les pouvoirs publics nationaux, les arriérés dus par les Chypriotes turcs à la seule Electricity Authority s'élevaient déjà, au mois de septembre 1965, à 156 000 livres, montant calculé sur la base du tarif le plus bas.

iv) Problèmes relatifs aux recettes publiques

176. Il y a eu de nouveaux échanges de vues entre le Gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs sur un certain nombre de réclamations et de contre-réclamations financières (S/6228, par. 174 à 176).

177. Le 16 septembre 1965, dans une lettre adressée à mon représentant spécial, le gouvernement a réaffirmé sa position sur deux points : a) la question de la subvention annuelle de 400 000 livres qui, en vertu de l'article 88 de la Constitution de la République chypriote, est versable à la Chambre de communauté turque et que le gouvernement a retenue en 1964 et 1965; b) les sommes

réclamées par l'Evkaf, la fondation religieuse chypriote turque, au gouvernement. Au sujet de la subvention annuelle, le gouvernement a déclaré que, compte tenu de l'attitude subversive d'une partie de la population chypriote turque, dont les dirigeants de la Chambre de communauté turque, les conditions posées par la Constitution pour l'octroi de la subvention avaient cessé d'être remplies. De plus, si la subvention était versée, elle serait détournée de son objet initial et servirait à financer des activités insurrectionnelles. Quant aux réclamations de l'Evkaf, le gouvernement a soutenu que, tant que cette fondation était débitrice soit du gouvernement soit des Loan Commissioners et, pour quelque raison que ce soit, ne pouvait ou ne voulait pas s'acquitter de ses dettes, le gouvernement était fondé à retenir les sommes dues à l'Evkaf jusqu'à ce que la situation ait été réglée et sous réserve des ajustements qui se révéleraient nécessaires à la suite des négociations entre les deux parties.

178. Ayant été informés par la Force d'urgence de la position du gouvernement, les dirigeants chypriotes turcs ont répondu, le 1er octobre, que la position de la communauté chypriote turque avait toujours été de sauvegarder les droits que lui reconnaissait la Constitution et de veiller à l'application et au respect de la Constitution et des lois du pays. En l'occurrence, les motifs invoqués, à savoir i) que la communauté chypriote turque agissait contre l'Etat et ii) que les conditions posées par la Constitution pour l'octroi de la subvention annuelle avaient donc cessé d'être remplies, étaient dénués de tout fondement. De plus, le coût de l'entretien et de la gestion des écoles chypriotes turques dans l'île étant bien supérieur au montant de la subvention annuelle de 400 000 livres prévue par la Constitution et les écoles chypriotes turques continuant de fonctionner, rien n'autorisait à affirmer que cette subvention pourrait être détournée de ses fins et servir à financer la lutte des Chypriotes turcs. Quant aux réclamations de l'Evkaf, les dirigeants chypriotes turcs ont indiqué que cette fondation n'avait jamais contesté ses obligations contractuelles et était prête à s'en acquitter s'il était fait droit à ses réclamations.

179. A ce propos, le gouvernement a affirmé, le 1er novembre, que l'Evkaf était en retard dans ses paiements et que, le montant total des dettes échues dépassant de beaucoup celui des créances de l'Evkaf, aucune raison valable ne justifiait actuellement le paiement d'une somme quelconque à cette fondation.

/...

v) Cadastre

180. Sur le plan des transactions foncières, l'état de choses anormal que connaissait le district de Nicosie ne s'est pratiquement pas modifié. Bien que la Force des Nations Unies se soit continûment employée à trouver une formule, acceptable pour le Gouvernement et les dirigeants chypriotes turcs, qui permette que le cadastre de Nicosie soit utilisé en attendant une solution générale du problème de Chypre, l'impasse que j'ai exposée dans mon rapport du 11 mars 1965 (S/6228, par. 186 à 191) continue de causer de graves difficultés aux Chypriotes grecs et aux Chypriotes turcs qui souhaitent acheter, vendre ou hypothéquer des biens immobiliers. Cet état de choses a de sérieuses répercussions sur l'industrie du bâtiment et sur l'ensemble de l'économie.

181. Il y a actuellement 10 000 transactions foncières environ que le nouveau Service du cadastre du district - situé dans le secteur chypriote grec de Nicosie - n'a pu sanctionner faute de pouvoir utiliser, pour s'y référer ou pour y porter les mentions voulues, les registres du cadastre qui se trouvent encore dans la salle forte de l'ancien Service du cadastre, dans le secteur chypriote turc. Il n'a pas été non plus possible de sanctionner 2 000 transactions foncières environ opérées dans le secteur chypriote turc, du fait qu'aux termes de la loi, ces transactions ne sont valables que si elles ont été enregistrées et approuvées au nouveau Service du cadastre du district.

182. Les autorités gouvernementales compétentes ont de nouveau proposé, à titre de solution temporaire, que l'on aménage, en un lieu commode sur la "ligne verte", une nouvelle salle forte où une équipe mixte de fonctionnaires chypriotes grecs et de fonctionnaires chypriotes turcs pourrait peu à peu mettre à jour les registres du cadastre. Par la suite, ces registres seraient conservés dans la nouvelle salle forte sous la surveillance de la Force des Nations Unies. Mais les dirigeants chypriotes turcs continuent de penser que les Chypriotes grecs ne permettraient pas que les registres soient rapportés dans la salle forte de la place Atatürk, dans le cas où la Force des Nations Unies se retirerait de Chypre avant qu'une solution politique générale soit intervenue. Ils soulignent qu'il n'y aurait pas de problème si l'on réintégrait les fonctionnaires chypriotes turcs du Service du cadastre de district et si on les priait, par téléphone ou par l'intermédiaire de plantons, d'effectuer dans l'ancien immeuble situé sur la place Atatürk tous les

/...

travaux nécessaires concernant les registres (S/5950, par. 112, et S/6228, par. 189). A cela, les autorités gouvernementales ont répondu qu'elles ne peuvent faire fond sur un arrangement auquel il pourrait être mis fin à tout moment pour des raisons politiques ou qui aboutirait à laisser les registres à la garde des dirigeants chypriotes turcs, qui pourraient les altérer.

183. La Force des Nations Unies a de temps à autre formulé des suggestions en vue d'un compromis qui permettrait de lever les objections fondamentales des deux parties. Jusqu'ici, ni l'une ni l'autre des parties n'a accepté de modifier la position qu'elle soutient. Dans l'intervalle, la Force des Nations Unies continue d'user de ses bons offices pour permettre aux Chypriotes grecs qui en font la demande d'obtenir du service situé sur la place Atatürk des certificats donnant le détail des inscriptions aux registres du cadastre ainsi que des copies des certificats d'enregistrement (S/6228, par. 190).

184. En octobre 1965, pour la première fois depuis plus de six mois, les Chypriotes turcs ont accepté que des fonctionnaires chypriotes grecs examinent, dans les bureaux de la Force des Nations Unies situés sur la "ligne verte", les registres du cadastre nécessaires à un petit nombre d'opérations auxquelles des étrangers étaient parties, et qu'ils consignent les transactions correspondantes. C'est là un geste qui ne peut être interprété comme important en lui-même, mais il a donné aux fonctionnaires du gouvernement l'occasion d'examiner divers éléments des registres du cadastre, et ces fonctionnaires ont confirmé que les registres sont tenus comme il convient. La Force des Nations Unies espère que, grâce à cela et du fait aussi que les Chypriotes turcs continuent de bénéficier de toutes facilités au Service du cadastre de district situé hors de Nicosie, qui fonctionne normalement, il sera possible d'instaurer, de part et d'autre, la confiance qui est nécessaire pour que l'on puisse trouver au moins quelque solution provisoire au problème du cadastre.

185. De l'avis du gouvernement, on ne saurait tarder beaucoup plus à trouver une telle solution. L'accumulation continue de transactions non sanctionnées exerce une influence de plus en plus fâcheuse sur l'activité économique et, au milieu de novembre, le gouvernement a signalé qu'il avait l'intention d'apporter à la législation relative au cadastre des modifications qui fourniraient une base légale aux transactions dans le district de Nicosie.

F. Fonctionnement des tribunaux judiciaires et administration de la justice

186. Pendant la période considérée, la situation en ce qui concerne les tribunaux judiciaires est demeurée telle que je l'ai exposée dans mes deux derniers rapports au Conseil (S/6426, par. 171 à 174, et S/6228, par. 192 à 202). Les juges des deux communautés ont continué de se rendre régulièrement aux tribunaux pour y exercer leurs fonctions, mais les Chypriotes turcs n'ont pas eu recours aux tribunaux et n'ont pas été en justice. Les obstacles d'ordre pratique à un retour à une administration normale de la justice, en particulier pour ce qui est des enquêtes sur les crimes, demeurent ce qu'ils étaient auparavant. Dans les zones contrôlées par les Chypriotes turcs, il continue d'y avoir, semble-t-il, des cas d'instances judiciaires ad hoc se déroulant en dehors de l'organisation judiciaire normale de la République (S/6228, par. 203).

187. Dans mon précédent rapport (S/6426, par. 172), je signalais que quelques Chypriotes turcs, alors en détention préventive pour des infractions qu'ils étaient accusés d'avoir commises à l'occasion des troubles de 1963-1964 entre les deux communautés, avaient sollicité du gouvernement l'autorisation de se rendre à l'étranger. Le 6 octobre 1965, trois de ces détenus ont été mis en liberté et ont quitté Chypre le même jour.

188. Pendant la période considérée, un certain nombre de Chypriotes turcs qui avaient été trouvés en possession de matériel militaire ont été arrêtés et inculpés de préparation à la guerre contre le gouvernement (voir plus haut par. 116). Il y a actuellement 12 Chypriotes turcs qui sont en détention préventive pour des infractions qu'ils auraient commises à l'occasion des troubles entre les deux communautés. En outre, 29 autres Chypriotes turcs purgent actuellement des peines de prison pour des infractions graves sans rapport avec ces troubles entre les deux communautés.

189. Depuis le 24 septembre, date à laquelle certaines objections d'ordre technique ont été levées au cours de longues négociations, par l'intermédiaire de la Force de Nations Unies, un prêtre chypriote turc, le Hoja, se rend chaque semaine sans escorte à la prison centrale pour apporter les secours de la religion aux membres de sa communauté qui sont en détention préventive ou purgent une peine. La police se montre très courtoise à son égard et c'est sans aucune difficulté qu'il se rend chaque semaine du secteur turc de Nicosie à la prison centrale.

190. Le gouvernement a aussi facilité les déplacements dans toute l'île d'un juge chypriote turc des affaires familiales qui connaît des différends d'ordre matrimonial et différends connexes conformément au droit islamique. Bien que, du fait qu'il n'a pas été nommé par le gouvernement, il ne jouisse pas de l'immunité reconnue aux magistrats de la République en ce qui concerne les fouilles et perquisitions (S/6426, par. 173), ce magistrat a bénéficié de toutes facilités et a pu s'acquitter de ses fonctions sans la moindre entrave. Comme suite à une demande des dirigeants chypriotes turcs, transmise par l'intermédiaire de la Force des Nations Unies, le gouvernement a autorisé ce magistrat, accompagné de son greffier, à se rendre à Kokkina.

191. Les dirigeants chypriotes turcs ont continué de soutenir que la façon dont les autorités de la République, en vue de l'exécution de travaux publics, exproprient des biens appartenant à des membres de la communauté chypriote turque, et en particulier à l'Evkaf, fondation religieuse chypriote turque, équivaut à un déni de justice (S/6228, par. 205, et S/6426, par. 175). Le gouvernement conteste cette affirmation. La Force des Nations Unies a continué d'user de ses bons offices pour enquêter dans chaque cas sur les faits et, lorsqu'il y avait lieu, d'attirer l'attention des autorités gouvernementales sur les plaintes de la communauté chypriote turque, ainsi que sur tous les autres aspects pertinents de la question. Les affaires antérieurement signalées à l'attention du Conseil (S/6426, par. 175) n'ont toujours pas été réglées, quoique les travaux sur les biens expropriés se soient poursuivis. Les tentatives que les autorités locales de Nicosie ont faites pour s'entretenir avec des représentants chypriotes turcs de la question générale de la protection et de l'entretien des biens de l'Evkaf sis dans des secteurs contrôlés par le gouvernement sont jusqu'ici demeurées sans résultat; la Force des Nations Unies a appris que l'Evkaf ne souhaite ni vendre ni louer des biens situés dans des secteurs contrôlés par le gouvernement. Jusqu'ici, il n'a pas été donné suite à la proposition de la Force des Nations Unies, qui avait offert de prendre des dispositions pour qu'un représentant de l'Evkaf puisse inspecter les biens de cette fondation sis hors des secteurs contrôlés par les Chypriotes turcs.

IV. ASPECTS FINANCIERS

192. Après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 206 (1965) du 15 juin 1965, qui a prorogé de six mois, jusqu'au 26 décembre 1965, la durée du stationnement à Chypre de la Force de maintien de la paix des Nations Unies créée en vertu de la résolution du Conseil du 4 mars 1964, j'ai informé le Conseil, dans mes rapports S/6702 du 23 septembre et S/6954 du 19 novembre 1965, a) du coût estimatif du maintien de la Force jusqu'au 26 décembre 1965, b) des contributions financières annoncées ou versées pour le maintien de la Force jusqu'à la fin de son mandat actuel et c) du déficit constitué par l'écart entre, d'une part, le coût estimatif, pour l'Organisation du maintien de la Force jusqu'au 26 décembre 1965, compte tenu des engagements existants, et, d'autre part, le montant des contributions annoncées pour le maintien de la Force jusqu'à cette date.

193. Vu l'écart considérable entre le coût estimatif du maintien de la Force et le montant des contributions financières annoncées, j'ai adressé, les 28 octobre et 2 novembre 1965, à tous les Etats Membres et à ceux des Etats non membres qui avaient précédemment annoncé qu'ils contribueraient financièrement au maintien de la Force, des lettres les invitant instamment à faire de nouvelles contributions volontaires. Le texte de ces lettres a été reproduit dans le document S/6863.

194. Dans mon rapport du 19 novembre 1965, j'ai indiqué que l'entretien de la Force, depuis sa création, le 27 mars 1964, jusqu'au 26 décembre 1965, compte tenu des arrangements existants et des engagements pris précédemment à l'égard des gouvernements qui lui fournissent des contingents, coûterait, selon les estimations, 41,5 millions de dollars au total, alors que le montant des contributions annoncées au Compte spécial de la Force pour cette même période de 21 mois s'élevait alors à environ 34,6 millions de dollars.

195. Depuis le 19 novembre 1965, le coût estimatif du maintien de la Force jusqu'à la fin de son présent mandat n'a pas varié et un seul Etat, non membre, a annoncé et versé une contribution supplémentaire de 1 000 dollars.

196. Mes efforts réitérés en vue d'obtenir des contributions volontaires permettant de couvrir les dépenses encourues et les engagements actuels s'étant soldés cette

année par des résultats constamment moindres, je m'estime tenu de rappeler ce que j'ai dit pour la première fois dans mon rapport de juin 1964 au Conseil de sécurité (S/5764); à savoir que la méthode de financement de la Force pour Chypre définie dans la résolution du Conseil du 4 mars 1964 s'est révélée peu satisfaisante.

197. Le fait que n'ont pu être réunies à ce jour des contributions volontaires suffisantes pour couvrir le coût de la Force jusqu'à la fin de son mandat actuel est un sujet de grave préoccupation pour moi et pour les gouvernements qui ont fourni des hommes, du matériel et des services à la Force sous réserve que l'Organisation leur rembourserait celles des dépenses supplémentaires qu'ils ne peuvent eux-mêmes assumer. Récemment, les représentants permanents de plusieurs gouvernements qui fournissent des contingents à la Force m'ont rappelé formellement les conditions auxquelles leurs gouvernements avaient accepté de participer à l'Opération, et j'estime qu'il est de mon devoir de leur faire savoir à temps si l'Organisation des Nations Unies sera en mesure de rembourser les dépenses supplémentaires que leurs gouvernements ne peuvent prendre à leur charge.

198. Si, néanmoins, le Conseil de sécurité décide de prolonger à nouveau de six mois, du 27 décembre 1965 au 26 juin 1966, la période pendant laquelle la Force doit être stationnée à Chypre, les dépenses supplémentaires encourues par l'Organisation en application des engagements de remboursement actuels sont estimées à environ 11,2 millions de dollars.

199. Cette estimation est fondée sur l'hypothèse que l'effectif militaire de la Force doit être réduit de quelque 740 officiers, sous-officiers et soldats dans la deuxième quinzaine de janvier 1966. Cette diminution s'ajoute à celle de 556 officiers, sous-officiers et soldats à laquelle il a déjà été procédé en juillet et en octobre 1965.

200. Le coût estimatif pour l'organisation du financement de la Force, depuis sa création jusqu'au 26 juin 1966, dépasserait de 18,1 millions de dollars le montant des contributions volontaires annoncées ou versées à ce jour pour la Force.

V. L'EFFORT DE MEDIATION

201. Au paragraphe 7 de sa résolution du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a recommandé que le Secrétaire général désigne, en accord avec le Gouvernement chypriote et avec les Gouvernements de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, un médiateur qui s'emploierait, "conjointement avec les représentants des communautés ainsi qu'avec les quatre gouvernements susmentionnés, à favoriser une solution pacifique et un règlement concerté du problème qui se pose à Chypre, conformément à la Charte des Nations Unies et eu égard au bien-être du peuple de Chypre tout entier et à la préservation de la paix et de la sécurité internationales". Dans la même résolution, il était demandé, en outre, au médiateur de rendre compte périodiquement au Secrétaire général de ses efforts.

202. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport sur l'opération des Nations Unies à Chypre pour la période du 11 mars au 10 juin 1965 (S/6426 et Corr.1), le Médiateur des Nations Unies pour Chypre, M. Galo Plaza, m'a présenté le 26 mars 1965 un rapport sur son activité jusqu'à cette date (S/6253 et Corr.1). Ce rapport a été transmis aux membres du Conseil de sécurité ainsi qu'aux parties mentionnées dans la résolution du Conseil du 4 mars 1964. Quatre des parties intéressées m'ont communiqué leurs observations au sujet du rapport du Médiateur, observations qui ont été également portées à la connaissance des membres du Conseil (S/6267 et Add.1, S/6275 et Add.1, S/6279 et S/6280). Par la suite, le rapport du Médiateur a été distribué comme document de l'Assemblée générale (A/6017) sur la demande du représentant permanent de Chypre.

203. Dans leurs observations, deux des parties intéressées, le Gouvernement turc et la communauté chypriote turque par l'intermédiaire de ses dirigeants, ont formulé des critiques sur certaines sections du rapport du Médiateur, et le Gouvernement turc a exprimé l'opinion que les fonctions de Médiateur de M. Galo Plaza avaient pris fin avec la publication de son rapport, parce que ce dernier contenait certaines sections dans lesquelles M. Galo Plaza dépassait les limites de son mandat. Je n'ai pu accepter cette interprétation, ainsi qu'il est indiqué dans le document S/6267.

204. Dans ces conditions, le Médiateur n'a pu s'acquitter de sa fonction et, par suite, la recherche d'une solution pacifique et d'un règlement concerté du problème de Chypre n'a pas progressé. Néanmoins, sur ma requête, le Médiateur a continué de se tenir à la disposition des parties pour poursuivre l'effort de médiation, conformément aux dispositions de la résolution du Conseil de sécurité en date du

4 mars 1964.

/...

VI. OBSERVATIONS

205. La décision qu'il faut maintenant prendre quant au rôle que l'Organisation des Nations Unies aura à jouer à Chypre, pour ce qui est du maintien de la paix, après le 26 décembre de la présente année marque une étape cruciale des efforts de l'ONU en faveur de la paix dans l'île. Il est devenu en quelque sorte habituel que les opérations de maintien de la paix de l'ONU, bien qu'elles soient entreprises avec l'espoir qu'il s'agit là de mesures d'urgence qui seront de courte durée, se trouvent souvent, par suite des dures réalités des conflits où l'Organisation se trouve ainsi mêlée, devoir être prolongées plus ou moins indéfiniment.

206. En ce qui concerne l'Opération de Chypre, l'évolution tend maintenant à être la même. La présence de l'ONU à Chypre, dans le cadre de son opération de maintien de la paix, remonte au 17 janvier 1964, date à laquelle le premier représentant personnel du Secrétaire général est arrivé dans l'île. La Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est devenue opérationnelle le 27 mars 1964, comme suite à la résolution [S/5575-S/RES/186 (1964)] par laquelle le Conseil de sécurité avait recommandé qu'elle soit envoyée dans l'île "pour une durée de trois mois". Il n'est pas possible pour le moment d'évaluer avec réalisme la période pendant laquelle la Force aura peut-être encore à séjourner à Chypre pour éviter que la guerre implacable entre les communautés ne reprenne et ne se transforme éventuellement en une guerre internationale. Ainsi, la question des efforts de l'ONU en faveur du maintien de la paix à Chypre commence à placer l'Organisation devant un dilemme - et même devant plusieurs dilemmes.

207. La Force des Nations Unies est nécessaire dans l'île. Il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'elle est devenue presque indispensable pour le moment. D'un autre côté, il paraît évident qu'elle ne saurait y être maintenue indéfiniment, peut-être même pas beaucoup plus longtemps. La charge financière qu'elle impose suffirait probablement à elle seule à exiger cette solution, mais il y a aussi d'autres considérations qui font qu'il ne serait pas souhaitable de prolonger son séjour - l'une de ces considérations étant qu'à force de compter sur l'Organisation des Nations Unies pour éviter le recours à la force armée, et même pour aider à maintenir le statu quo, les parties en présence pourraient considérer qu'il est moins urgent de rechercher des solutions aux différends sous-jacents qui ont été à l'origine même des premiers actes de violence.

208. Il est tout à l'honneur de l'Organisation des Nations Unies que la présence de sa Force à Chypre ait contribué dans une large mesure à rétablir le calme dans l'île. Il y a un contraste saisissant entre la situation que connaissait l'île en mars 1964 et la situation présente. Il n'y a plus de Chypriotes grecs et de Chypriotes turcs armés, tant civils que militaires, qui échangent des coups de feu de part et d'autre de rues barricadées, du haut d'échafaudages de sacs de sable dans des jardins, par les fenêtres et du haut des toits; les enlèvements politiques ont pratiquement cessé; il est beaucoup plus rare que des personnes soient violemment fouillées ou inquiétées sur les routes; la vie économique a plus ou moins repris son cours normal; la liberté de déplacement des personnes et des biens se rétablit encore que lentement. Les menaces extérieures sont devenues moins fréquentes. Mais ce ne sont là que des manifestations superficielles. Toutes les causes du conflit qui a éclaté en décembre 1963 persistent et ne se sont guère, voire aucunement atténuées: les aspirations diamétralement opposées des dirigeants des deux communautés, les haines, la méfiance, les passions et les armes. En outre, dans certaines localités, les deux communautés demeurent physiquement séparées, comme elles l'ont été depuis le début des hostilités. La guerre ouverte a cessé. Mais nul ne doute qu'elle pourrait reprendre à la moindre provocation. En plusieurs endroits, des éléments militaires des deux camps s'affrontent directement, et sont dangereusement proches les uns des autres. La tension s'aggrave ou s'atténue selon les événements, mais elle ne manque jamais de monter vite, et de façon menaçante, pour la moindre cause. Les faits déplorables qui se sont produits récemment à Famagouste montrent de façon tragique combien la guerre pourrait aisément reprendre et combien les relations entre les deux communautés demeurent explosives.

209. En raison de la situation que connaît l'île, toutes les parties s'accordent à penser que la Force des Nations Unies doit demeurer à Chypre, sans, toutefois, indiquer pour combien de temps encore.

210. De même, malheureusement, on n'a pas apporté de solution satisfaisante à la question de savoir comment la Force, si elle est maintenue à Chypre, sera financée. Il y a déjà, comme le Conseil le sait d'après mon rapport du 19 novembre (S/6954), un déficit très important à résorber. Il faudrait de nouvelles sommes substantielles

pour faire face aux dépenses de la Force après le 26 décembre, s'il est décidé de prolonger sa présence à Chypre. De toute évidence, la Force ne peut être maintenue à Chypre sans un appui financier adéquat. En tout état de cause, son effectif sera réduit de quelque 740 officiers, sous-officiers et soldats.

211. Alors qu'il y a presque deux années que l'ONU agit à Chypre et si un calme fragile a été établi dans l'île, permettant ainsi à ses habitants - Chypriotes grecs ou Chypriotes turcs - de reprendre jusqu'à un certain point une existence normale, aucun progrès notable n'a été enregistré sur la voie d'une solution du conflit fondamental qui oppose les deux communautés. C'est là quelque chose que l'on ne peut considérer que comme décevant. La présence de la Force des Nations Unies a sauvé, sans aucun doute, beaucoup de vies chypriotes; elle a permis de gagner du temps et a créé un climat de calme relatif dans lequel une solution pacifique puisse être recherchée et trouvée. Mais cet effort est demeuré stérile jusqu'à présent. On craint de manière générale que si la Force des Nations Unies est retirée, les Chypriotes ne soient rapidement entraînés de nouveau dans leurs luttes intestines.

212. Il est évident que l'expérience de Chypre n'est nullement unique à cet égard. L'Organisation des Nations Unies a appris ailleurs que le temps et même un calme relatif ne suffisent pas nécessairement en eux-mêmes à amener ou à favoriser la solution des différends essentiels. Un effort persistant, résolu, est indispensable de la part de l'Organisation des Nations Unies. Mais, avant tout, c'est aux parties elles-mêmes qu'il incombe de se montrer dûment disposées à trouver une solution juste et honorable.

213. Il reste encore à démontrer à propos de Chypre - on doit le dire en toute franchise, je crois - qu'il y a, parmi les dirigeants des deux communautés, un désir réel de paix, suffisamment sincère et ardent, qui puisse les amener aux concessions mutuelles - tant sur le plan des principes que sur celui de leur position - qui sont essentielles à un règlement pacifique. La communauté internationale peut seulement les aider et les assister. Toutefois, la clef d'un règlement repose en dernier ressort entre les mains des parties. A moins qu'elles ne soient disposées à faire un pas en avant pour résoudre leurs divergences de vues essentielles, les perspectives d'une solution prochaine sont faibles en vérité.

Il est significatif à cet égard que les négociations fructueuses qui ont abouti à des accords locaux, comme celui qui a été récemment conclu à Famagouste, ont généralement suivi de près de violents combats.

214. La situation financière en ce qui concerne l'Opération de Chypre ne peut qu'être qualifiée de grave. Comme je l'ai signalé dans mon rapport du 19 novembre 1965 au Conseil (S/6954), la méthode de financement de la Force au moyen de contributions volontaires, que prévoyait la résolution du Conseil en date du 4 mars 1964 (S/5575), s'est révélée très insuffisante pour réunir les fonds nécessaires. Jusqu'à présent, la Force a été financée grâce à la générosité d'un nombre relativement faible de gouvernements. On ne peut attendre d'eux qu'ils fassent preuve indéfiniment de la même générosité. Certains des donateurs ont déjà commencé à manifester quelque hésitation, et certains ont signalé que leurs contributions, à l'avenir, dépendront peut-être de faits établissant que l'on s'attaque sérieusement aux causes du conflit et que l'on progresse sur la voie d'une solution.

215. De toute évidence, il faudrait grossir considérablement les rangs des donateurs. Certes, aucun Etat Membre n'est juridiquement tenu de verser une contribution volontaire, mais puisque l'envoi de la Force a été décidé à l'unanimité des membres du Conseil, tous les Etats Membres, en particulier les membres du Conseil de sécurité lui-même, et plus spécialement les parties directement intéressées, sont tenus d'une obligation morale.

216. Une impasse politique a paralysé l'effort de médiation et rien ne laisse présager actuellement que l'on puisse aisément en sortir. Pourtant, il doit être parfaitement clair qu'une forme ou une autre de médiation offre le principal espoir de sortir de l'impasse pour assurer à l'avenir l'harmonie et la tranquillité dans cette île déchirée.

217. Mon représentant spécial, M. Carlos Bernardes, et le Commandant de la Force à Chypre, le général K. S. Thimayya, tous les membres de la Force et tout le personnel civil affecté à l'Opération doivent être dûment félicités de leur contribution au succès remarquable de l'Opération des Nations Unies à Chypre. Ils ont fait preuve de dévouement, de compétence et de courage dans l'accomplissement des tâches que demande cette opération tout à fait unique.

218. Mon avis mûrement réfléchi est que la Force des Nations Unies à Chypre doit être maintenue en fonctions au-delà du 26 décembre, de préférence pour une période de six mois, mais aussi qu'il faut, avant qu'une décision soit prise en ce sens, avoir l'assurance que l'on disposera de l'appui financier nécessaire au maintien de la Force.

S/7001
Français

CARTE

DEPLOIEMENT DE LA FORCE DES NATIONS UNIES EN DECEMBRE 1965

